

La franc-maçonnerie

Qu'est ce que c'est?

Le reflet du monde intellectuel et politique
De l'histoire de France du XXème siècle à la seconde guerre mondiale

Fascicule 2

Les travaux d'Anido MIROLO sur la Franc-maçonnerie se décomposent en 35 dossiers accessibles sur son blog <http://anidom.blog.lemonde.fr/> Pour des facilités de lecture et avec son aimable autorisation, ils sont regroupés en 5 fascicules.

SOMMAIRE

Dossier 8,9 et 10- La franc-maçonnerie au XXème siècle.3
Dossier 11 et 12 - du front populaire à la seconde guerre mondiale.34

DOSSIER 8,9 ET 10- LA FRANC-MAÇONNERIE AU XXÈME SIÈCLE.

Après l'affaire Dreyfus, la Franc-maçonnerie entre dans la tourmente d'un scandale qui est dévoilé par la presse en 1904, **c'est l'affaire des fichages politiques et religieux menée par l'armée Française au début du XXème siècle**. Elle débute en 1901 lorsque le **général André [1]**, ministre de la guerre, et qui n'est pas franc-maçon, met en fiches les convictions philosophiques et religieuses de quelques 27000 officiers, pour gérer leur avancement. Les renseignements sont fournis par des centaines de francs-maçons dans tout le pays.

Les origines de l'affaire,

Le général Louis André est nommé le 29 mai 1900 ministre de la guerre par **Waldeck Rousseau [2]** président du Conseil sur la suggestion de Maurice Ephrussi, (banquier né le 18 novembre 1849 à Odessa (Russie) et mort le 29 octobre 1916 à Paris XVIe), pour remplacer le **général Gaston de Galliffet [3]** démissionnaire, puis reconduit dans celui d'**Émile Combes [4]**, après le triomphe du bloc des gauches aux élections de 1902.

Désireux de républicaniser l'armée en la laïcisant, le général fait appel aux loges maçonniques (cellules locales) du Grand Orient de France par le biais de Frédéric Desmons, ancien sénateur du Gard et président du conseil de l'ordre du Grand Orient de France, dont l'obédience est à l'époque pleinement engagée dans la lutte pour la séparation de **l'Église et de l'État**, pour établir au total 25 000 fiches sur les opinions politiques et religieuses des officiers.

Dans la pratique, la direction du Conseil de l'Ordre fait passer une circulaire aux vénérables maîtres présidents de chaque loge de cette obédience pour leur demander de rassembler à leur niveau le plus d'informations possible sur les officiers des garnisons de leurs villes ou départements. Si de nombreux vénérables (généralement ceux des loges bourgeoises modérées qui désapprouvent les excès du combisme, voir [4]) ne donnent pas suite, ne voulant se compromettre dans une opération de «basse politique», d'autres, surtout ceux des ateliers les plus politisés (radicaux ou socialistes), se lancent avec enthousiasme dans l'opération.

Sur les fiches ainsi constituées, on pouvait voir des mentions comme «**VLM**» pour «Va à la messe» ou «**VLM AL**» pour «Va à la messe avec un livre». Les fiches ne se contentent pas de rapporter uniquement des faits comme en témoignent les appellations de «**clérical cléricalisant**», «**cléricafard**», «**cléricanaille**», «**calotin pur-sang**», «**jésuitard**», «**grand avaleur de bon Dieu**», «**vieille peau fermée à nos idées**», «**rallié à la République, n'en porte pas moins un nom à particule**».

Les fiches rapportent aussi la vie privée ou familiale des officiers, «**suit les processions en civil**», «**a assisté à la messe de première communion de sa fille**», «**Membre de la Société Saint-Vincent-de-Paul**», «**A ses enfants dans une jésuitière**», «**Reçoit La Croix chez lui**», «**A qualifié les maçons et les républicains de canailles, de voleurs et de traîtres**», «**richissime**», «**a une femme très fortunée**», «**Vit maritalement avec une femme arabe**», «**A reçu la bénédiction du Pape à son mariage par télégramme**».

Les fiches sont d'abord centralisées au secrétariat de la rue Cadet siège du GO, par **Narcisse-Amédée Vadecard**, secrétaire du Grand Orient de France, et son adjoint **Jean-Baptiste Bidegain [5]** puis transmises au capitaine Henri Mollin, gendre d'**Anatole France et franc-maçon** et membre du cabinet du général André. **Le nombre total de fiches était d'environ 18818 entre le premier septembre 1901 et le 30 octobre 1903.** Le général André avait déjà constitué un fichier baptisé **Corinthe et Carthage** où les officiers étaient classés pour la constitution des tableaux d'avancement sur deux listes d'après les renseignements fournis, poétiquement nommées par **André Corinthe** (les officiers à promouvoir) et **Carthage** (ceux à écarter des promotions).

Mais œuvre personnelle, il ne comportait que quelque dizaines de noms. Il demande donc aux Préfets de lui signaler les officiers cléricaux et les officiers républicains, le résultat n'est pas à la hauteur de ses attentes. C'est à partir de ce constat qu'il pense faire appel au Grand Orient de France, et le Grand Maître, et député radical, **Louis Lafferre [6]** charge Narcisse Amédée Vadecard de trouver une personne sûre au sein de chaque Loge et d'être le contact de d'Henri Mollin pour la transmission des renseignements au ministère de la guerre.

Le Capitaine Mollin «se sent d'autant moins coupable qu'il a eu connaissance par ses amis politiques, de l'existence, au moment de l'affaire Dreyfus, d'un réseau de surveillance orchestré par les Augustins de l'Assomption. En effet, les assomptionnistes avaient mis en place un système de fiches sur lesquelles les citoyens influents se trouvaient affectés de coefficients B, D ou M, initiales de «bons, «douteux» ou mauvais».

Quoi de plus naturel donc pour combattre ses adversaires que d'employer des méthodes identiques ? La collaboration Mollin-Vadecard va être couronnée de succès puisque 18 818 fiches ont été élaborées. **Les officiers républicains si longtemps mis à l'index par leur hiérarchie rétrograde peuvent enfin recevoir une promotion méritée et si longtemps empêchée.**

Le déclenchement de l'affaire.

Pris de scrupules, Jean-Baptiste Bidegain prend soudain conscience de la bombe politique qu'il possède entre les mains en cette période d'effervescence extrême due à la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Saint-Siège suite aux malheureuses affaires des évêques Geay et Le Nordez.

Par l'intermédiaire d'un prêtre, l'abbé Gabriel de Bessonies, il prend contact avec un ancien officier d'Etat-Major, élu député nationaliste d'extrême droite de Neuilly en 1902, **Jean Guyot de Villeneuve [7]**, et lui vend un lot de fiches ainsi que l'intégralité des lettres de demande de renseignements adressées rue Cadet par le capitaine Mollin. Jean Guyot de Villeneuve interpelle le gouvernement à la Chambre le 28 octobre 1904.

Le scandale est énorme à la Chambre de députés, **la presse d'extrême droite se déchaîne**, et le gouvernement ne se sauve que de justesse en affirmant avoir tout ignoré de ce système. Le 4 novembre, Jean de Villeneuve revient à la charge, apportant la preuve matérielle de la responsabilité du général Louis André, un document paraphé par lui faisant référence explicite les fameuses fiches. Convaincu de mensonge, le gouvernement est sauvé in extrémis par un incident de séance,

«le député nationaliste **Gabriel Syveton [7]** croit bon de gifler sur le banc même des ministres le général André, geste de violence inepte qui ressoude pour quelques heures la majorité».

Le ministre de la guerre est néanmoins contraint de démissionner quelques jours plus tard, ce qui ne suffit pas à sauver le cabinet Combes, (qui avait succédé entre temps à Waldeck-Rousseau), qui après avoir vivoté encore quelques semaines avec des majorités misérables, doit se résoudre à se retirer.

Gabriel Syveton est retrouvé mort, mystérieusement asphyxié dans sa cheminée avec un journal sur la tête, la veille du procès où il devait répondre de sa fameuse gifle. Les nationalistes, par exemple André Baron, crient à l'assassinat mais l'enquête officielle conclut au suicide. Ce fût la fin de la carrière politique du général André qui démissionna le 15 novembre 1905.

Les suites politiques de l'affaire.

Les fonctionnaires n'ayant pas à l'époque de statut protecteur et étant considérés comme des agents du gouvernement d'une part, les militaires ayant un rôle et un statut très particulier sous la Troisième République d'autre part,

ils ne votent pas et n'ont pas le droit d'exprimer publiquement des opinions politiques, du moins pas au sens de factions, durant leur service actif,

le général André avait paradoxalement le droit, du moins dans l'idée des prérogatives politiques de l'époque, du gouvernement sur ses agents, bien qu'il soit ici tout de même aux limites de la légalité de faire surveiller ses officiers, y compris dans leur vie privée, au nom de l'intérêt supérieur de l'État. Aucune poursuite judiciaire ne sera intentée contre lui.

Seul Syveton est poursuivi sur le plan judiciaire, pour voie de fait sur la personne du ministre de la Guerre en plein parlement, mais son décès prématuré prive la France d'un de ces épisodes amusants dont elle raffole à l'époque.

Cette affaire ouvrira cependant la voie à une série d'innovations juridiques destinées à améliorer la transparence de l'action administrative. Ainsi, l'article 65 de la loi du 22 avril 1905, faisant suite à la révélation de l'affaire des fiches, autorise les agents publics, avant toute mesure disciplinaire notamment, de consulter l'intégralité de leur dossier. Par la suite, l'obligation de respecter les droits de la défense sera érigé en principe général du droit. Par contre, c'est au niveau politique que se situe ici la crise.

L'affaire provoque la chute du Cabinet Combes et sa fin politique le 15 janvier 1905, avec en prime l'ironie de certains radicaux comme **Clémenceau**, et la colère des républicains modérés du bloc des gauches, comme les futurs présidents **Raymond Poincaré, Paul Deschanel ou Paul Doumer**, qui démissionnera même quelque temps du Grand Orient.

Le Grand Orient de France défend les frères auteurs de fiches, victimes de la vindicte populaire et qui n'ont fait que leur devoir de bons républicains. Des carrières et des réputations sont brisées, souvent fort injustement comme celle du frère Bedarride. Certains même se suicident. Pourtant, les Français n'ont, fort heureusement, pas été sensibles aux sirènes des réactionnaires cléricaux.

«Les candidats francs-maçons n'ont-ils pas été victorieux, dans presque toute la France, aux élections sénatoriales puis législatives de mai 1906 ?».

De sorte que, elle n'empêchera pas la poursuite de la politique de républicanisation du personnel de l'État, et donc de l'armée, et l'offensive anticléricale de la majorité, qui sera reconduite et renforcée encore lors des élections de 1906 après la séparation des Églises et de l'État. L'affaire des fiches restera pour le GOF une affaire douloureuse à laquelle on ne reparlera plus.

Les suites morales de cette affaire.

Plus gravement, l'affaire des fiches entamera profondément le moral et la cohésion du corps militaire à une époque où, à l'inverse des Français, le gouvernement allemand se persuade de plus en plus, comme l'empereur Guillaume II dès son avènement, qu'une guerre est à terme une nécessité inéluctable pour le développement et la prospérité politique et économique de son pays.

Les officiers considérés comme «réactionnaires et cléricaux», généralement issus de familles traditionalistes, ont été souvent écartés des postes importants de l'armée, quelquefois au profit de carriéristes médiocres issus des loges ou de la clientèle des partis de gauche, et la France a dû se passer d'eux pendant la **Première Guerre mondiale**, en tant qu'officiers d'active à tout le moins.

Certains antirépublicains, comme Léon Daudet, **ont cru expliquer les premiers succès de l'offensive allemande en 1914 par l'incompétence de ces officiers dont près de la moitié a été limogé par Joffre pour incompétence.**

En outre, suite à l'affaire Dreyfus, le service de renseignement de l'armée (Deuxième Bureau), considéré comme subversif, a déjà été épuré et complètement désorganisé durant un certain temps, **ce qui donnera aux services allemands une longueur d'avance dans ce domaine en plein développement de l'art de la guerre.** Pour l'anecdote, **le colonel Pétain**, directeur de l'école de Saint-Cyr, connu pour ses sympathies républicaines et dreyfusardes, sera approché pour collaborer au fichage de ses subordonnés et étudiants, et peut-être aussi pour intégrer **la loge Alsace-Lorraine, la loge de prestige, d'ailleurs très modérée, du GO à laquelle appartiennent ou ont appartenu des notables républicains modérés de tendance plutôt nationaliste comme Jules Ferry ou le général Joffre.**

Son refus brutal **et assez méprisant** sera sanctionné par une fiche transmise par le G.O. au ministère de la guerre et la stagnation de sa carrière qu'il reprochera durablement à la maçonnerie.

En conclusion.

Le général André ne fut jamais, semble-t-il, franc-maçon lui-même. Il aurait choisi cette organisation pour une raison essentielle, leur bonne disposition politique et religieuse de principe, mais aussi pour des raisons essentiellement pratiques pour cette sorte de «flicage», le nombre important de ses membres pour l'époque, leur dispersion géographique sur tout le territoire métropolitain et colonial, l'anonymat ou le secret de l'appartenance de la plupart des simples adhérents, leur culte apparent du secret. Rétrospectivement pourtant, la naïveté du général André

semble surprenante. Doutant de la loyauté républicaine de ses propres services internes, «trop réactionnaires» et discrédités par l'affaire Dreyfus, il confie cette opération de police secrète à une association de citoyens de plusieurs dizaines de milliers de membres, composée non de professionnels mais de «**détectives amateurs**».

Il ne semblait pas envisager que l'affaire puisse être divulguée au public. Un tel amateurisme se rattache sans doute psychologiquement plus à un reste de la mentalité du romantisme des «**sociétés secrètes**» du XIX^e siècle qu'à un travail sérieux de police politique moderne. Cependant, à l'occasion de cette affaire, les capacités de la franc-maçonnerie à collecter et à organiser ces données a surpris une partie de la société. Cette affaire nourrira durablement le courant antimaçonnique Français.

L'Affaire des Fiches eut aussi des retombées tardives. Si **Pétain** demanda ardemment dès août 1940, bien avant le statut des juifs, **la loi sur la dissolution des sociétés secrètes** (c'est à dire l'interdiction de la Franc-maçonnerie), c'est parce qu'il avait toujours pensé que son avancement avait été retardé à cause de sa fiche.

Cet **être mesquin et vindicatif** portera toujours une haine inexpugnable à la Franc-maçonnerie et aux francs-maçons dont il supervisa personnellement les persécutions sous le **régime collaborationniste à Vichy**.

La fiche du colonel Pétain, rédigée par le capitaine Pasquier alors que le futur Maréchal commandait le 104^{ème} de ligne est ainsi rédigée,

«**Passé à l'école de Guerre. Inconnu, mais des renseignements nouveaux et sérieux le donnent comme professant des idées nationalistes et cléricales**».

On ne pouvait voir plus clair que le frère Pasquier...

Lire aussi, «La vérité sur l'Affaire des fiches par Jean Bidegain, une Conspiration sous la Troisième République», [ici](#). Lire aussi scandale au Grand Orient [ici](#).

[1] Le général André,



Louis Joseph André, né à Nuits-Saint-Georges le 29 mars 1838 et décédé à Dijon le 18 mars 1913, est général et **ministre de la Guerre de la IIIe République**.

Louis André entre à l'École polytechnique en 1857 et poursuit sa formation militaire à l'École d'application de Metz. Colonel en 1888, il est nommé général de brigade et commandant de l'École polytechnique en 1893. Chef de la garnison du Mans dans les années 1890, il s'y fait remarquer comme **un républicain intransigent** et par son **anticatholicisme virulent avec sa haine d'une société bourgeoise conservatrice dont il est issu et qui le rejette**.

Cet homme au visage ingrat, malgré son passage dans la Garde impériale, qui n'est pas franc-maçon, est un **positiviste voltairien et libre penseur**, disciple **d'Émile Littré**. Loin de freiner sa carrière, ses idées le servent et pour Émile Mayer, c'est **«l'amitié de Sadi Carnot, président de la République, pour son camarade de promotion Louis André»** qui explique l'accession au généralat de cet officier.

Nommé général de division en 1899, il est officier de l'Instruction publique, commandeur de la Légion d'honneur et sera médaillé militaire en 1903.

Le 29 mai 1900, il succède au général Galliffet au ministère de la Guerre, il y restera jusqu'au 15 novembre 1905.

Il s'est fait remarquer par le président du Conseil Pierre Waldeck-Rousseau à qui il ne cache pas son désir **d'épurer l'armée** par tous les moyens de ses éléments **«réactionnaires»** et **«cléricaux»**. Pierre Waldeck-Rousseau pensera à lui pour poursuivre sa politique de républicanisation de l'armée. André se fixe alors pour tâche de démocratiser l'armée et de **«rapprocher le corps des officiers de la nation républicaine»**. Il est à l'origine de la **loi du 21 mars 1905 qui abaisse la durée du service militaire à deux ans**.

En juin 1902, le cabinet anticlérical du **«petit père»** Combes succéda à Waldeck-Rousseau. Le général André restera à la Guerre. En avril 1903, à la suite d'un long discours de **Jean Jaurès [1.1]** demandant à la Chambre la révision du procès de Dreyfus, André accepta au nom du gouvernement de faire une enquête qui fut dite **«préliminaire»**. Le général André était sans préjugés mais **il n'était pas convaincu de l'innocence de Dreyfus**. Il confia l'enquête au commandant Antoine Louis Targe. Celle-ci confirma officiellement que le dossier de Rennes comprenait notamment des témoignages suspects et des pièces matériellement altérées. Ce fut le premier pas vers la 2e révision du procès Dreyfus.

André fut alors convaincu de l'innocence de Dreyfus. Il considéra que sa tâche était de prendre la défense des officiers républicains, dont la carrière avait souffert du fait de leur prise de position dans l'Affaire, contre les attaques des éléments réactionnaires. À cet effet, il confia à son chef de

cabinet le général Percin et son ordonnance le capitaine Mollin, membres du Grand Orient, la constitution d'un système de fiches relatant les opinions politiques et religieuses des officiers. 25000 fiches furent ainsi constituées à l'aide d'informations transmises par la hiérarchie militaire quelquefois aidée par les francs-maçons.

[1.1] Jean Jaurès.

Certainement la figure la plus sacrée de l'histoire et de la mémoire des socialistes Français.



Jean Jaurès est un homme politique, né à Castres (Tarn) le 3 septembre 1859 et mort assassiné à Paris le 31 juillet 1914 par le militant **d'extrême-droite Raoul Villain**.

Orateur et parlementaire socialiste il s'est notamment illustré par **son pacifisme** et son opposition au déclenchement de la **Première Guerre Mondiale**.

Jean Jaurès n'était pas franc-maçon.

Après de brillantes études de philosophie, il est reçu premier à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm en philosophie, puis troisième à l'agrégation de philosophie en 1881, (il obtiendra son doctorat en philosophie en 1892. Sa thèse s'intitule «De la réalité du monde sensible, sa thèse secondaire, en latin». Des origines du socialisme chez Luther, Kant, Fichte et Hegel), il enseigne à Albi puis à Toulouse. En 1885, il devient député du Tarn sous une étiquette républicaine. Son activité de journaliste commence à peu près à la même période, à «**La Dépêche**», à partir de 1887. Conseiller municipal puis maire adjoint de Toulouse, Jaurès est un connaisseur du monde ouvrier. Ayant en outre étudié la pensée et les militants socialistes, il s'en rapproche de plus en plus, le baptême étant la grève de mineurs de Carmaux.

En 1892, quand éclate la grande grève des mineurs de Carmaux, Jean Jaurès est à l'écart de la vie politique nationale. L'origine du conflit est le licenciement par «La compagnie des mines», dirigée par le baron Reille, (l'homme fort de la droite tarnaise), et par son gendre le marquis de Solages (député de la circonscription) d'un de ses ouvriers, le leader syndical et socialiste, ouvrier mineur, Jean-Baptiste Calvignac qui venait d'être élu maire de Carmaux le 15 mai 1892.

Le prétexte motivant le licenciement est les absences de Jean-Baptiste Calvignac provoquées par ses obligations d' élu municipal.

Monument de Jaurès à Carmeaux sculpture de Gabriel Pech.



Ce licenciement est considéré par les mineurs comme une remise en cause du suffrage universel et des droits réels de la classe ouvrière à s'exprimer en politique. Les ouvriers se mettent en grève pour défendre «leur» maire. Les autorités républicaines envoient l'armée (**1500 soldats**) au nom de la «**liberté du travail**». En plein scandale de panama, la république semble ainsi prendre le parti du patronat monarchiste contre les grévistes.

Dans ses articles à la dépêche, Jean Jaurès soutient cette grève des mineurs de Carmeaux. Il accuse la république d'être aux mains de députés et ministres capitalistes favorisant la finance et l'industrie aux dépens du respect des personnes. durant cette grève, il fait l'apprentissage de la lutte des classes et du socialisme. arrive intellectuel bourgeois, républicain social, Jean Jaurès sort de la grève de Carmeaux acquis au socialisme. Sous la pression de la grève et de Jaurès, le gouvernement arbitre le différend marquis de Solages-Calvignac au profit de l'ouvrier Calvignac. Solages démissionne de son siège de député. Jaurès est alors désigné par les ouvriers du bassin pour les représenter à la chambre. **Il est élu le 8 janvier 1893 comme socialiste indépendant malgré les votes ruraux de la circonscription.**

Jaurès est à la tête du Parti socialiste Français avec Edouard Vaillant.

Il représente un courant bourgeois et pragmatique.

Socialistes non marxistes, les amis de Jaurès soutiennent la participation des socialistes au gouvernement du Bloc des Gauches. C'est la première fois que des socialistes deviennent ministres (Millerand et Briand dans les gouvernements Waldeck-Rousseau puis Combes). Soucieux d'affermir la République, **Jaurès est l'un des pères de la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État.**

Issu lui-même d'une tradition catholique, il défend l'idée que les croyances religieuses d'un individu ne sauraient le priver d'appartenir lui aussi à une communauté de destin.

Auparavant, il a joué un rôle fondamental dans l'Affaire Dreyfus.

Jaurès bataille dur au sein de la famille socialiste pour son unité. Le Congrès de 1904 de l'Internationale socialiste, réuni à Amsterdam, enjoint les socialistes Français à trouver la voie de l'unité, ce qui est obtenu en 1905 avec la fondation de la **Section Française de l'Internationale Ouvrière**. Certes, il est mis en minorité sur la question de la participation des socialistes au gouvernement (lui est pour, mais les autres s'émeuvent de la présence dans le même cabinet d'un général qui a participé à la répression de la Commune), mais il accepte de faire l'unité avec Guesde.

Dès lors, c'est Jaurès qui sera la figure la plus importante de la jeune SFIO.

Après le combat en faveur de la révision du procès du capitaine Dreyfus, le combat le plus important de Jaurès sera en faveur du pacifisme. Il s'est battu contre la loi des trois ans (trois ans de service militaire) et il milite contre l'impérialisme Français qui, ne se différenciant pas de la politique Allemande, participe d'un dangereux engrenage qui met la paix de l'Europe en danger.

Il devient dès lors l'homme à abattre pour les nationalistes. Il est assassiné le 31 juillet 1914 au Café du Croissant, à Paris, par un nationaliste.

Ses cendres seront transférées au Panthéon en 1924.

[2] Waldeck-Rousseau.



Pierre Marie René Ernest Waldeck-Rousseau, né à Nantes (Loire-Atlantique) le 2 décembre 1846 et mort à Corbeil-Essonnes le 10 août 1904, est un homme politique.

Il est célèbre pour avoir participé à la légalisation des syndicats par la loi du 21 mars 1884 dite Loi Waldeck-Rousseau ainsi que la loi relative au **contrat d'association de 1901.**

Il a également dirigé le gouvernement le plus long de la IIIe République.

Avocat au barreau de Saint-Nazaire, il participe à la rédaction du journal l'Avenir puis il s'installe à Rennes en 1873 et se fait élire député en 1879 comme membre de l'Union républicaine, soutenant à la Chambre les Opportunistes. Il devait exercer ce mandat parlementaire pendant dix ans. Il devient ministre de l'Intérieur dans l'éphémère gouvernement de **Léon Gambetta [2.1]** (où il conserve son poste du 14 novembre 1881 au 30 janvier 1882) puis dans le second gouvernement de **Jules Ferry [2.2]** (23 février 1883 - 6 avril 1885). C'est alors qu'il se fait l'avocat de la liberté d'association, déposant une première proposition de loi dès 1882.

Après la chute du gouvernement Ferry, le 30 mars 1885, Pierre Waldeck-Rousseau s'éloigne peu à peu de la vie politique nationale.

Dans une France déchirée par l'Affaire Dreyfus, il contribue à la constitution du Bloc républicain et occupe les fonctions de président du Conseil des ministres du 22 juin 1899 au 3 juin 1902 succédant à Charles Dupuy et étant à son tour remplacé par Émile Combes. Il cumule ses fonctions avec les portefeuilles de ministre de l'Intérieur et des Cultes.

Investi le 26 juin 1899, ce gouvernement de «défense républicaine» très hétéroclite comprend dans ses rangs des républicains progressistes, des radicaux, le général Gaston de Galliffet, qui avait participé à l'écrasement de la Commune en 1871, tout comme le socialiste Alexandre Millerand.

C'est la première fois qu'un socialiste participe à un gouvernement de la IIIe République.

Waldeck-Rousseau décide la révision du procès Dreyfus à Rennes. Il soutient aussi des lois sociales, **le 30 mars 1900 une loi sur le travail des femmes et des enfants est promulguée suivie le 30 septembre d'une loi qui abaisse à onze heures la durée du travail journalier.** Il réussit enfin à faire voter une loi qui lui tient depuis longtemps à cœur, **la loi relative au contrat d'association est adoptée par le Sénat le 22 juin 1901, votée par la Chambre des députés le 28 juin, et promulguée le 1er juillet.**

Exaspéré par les interventions des congrégations religieuses dans les affaires politiques, il a voulu les soumettre au droit commun mais le Parlement vote un texte plus sévère que celui prévu par le président du conseil. Il mène le Bloc des gauches au succès lors des élections législatives de 1902 mais, souffrant du cancer du pancréas qui devait l'emporter deux ans plus tard, il démissionne dès le 3 juin 1902. Il s'oppose au Sénat à l'application rigoureuse faite par son successeur à la loi de 1901, déplorant qu'on ait transformé une «loi de contrôle en loi d'exclusion».

Waldeck-Rousseau a été jusqu'au bout une grande figure libérale du parti républicain.

[2.1] Léon Gambetta.



Léon Gambetta par Léon Bonnat.

Léon Gambetta, né le 2 avril 1838 à Cahors et mort le 31 décembre 1882 (à 44 ans) à Sèvres, est un homme politique républicain. Il a été président du Conseil et ministre des Affaires étrangères du 14 novembre 1881 au 30 janvier 1882.

Il fût initié franc-maçon en 1869 à la Loge La Réforme.

Père fondateur de la IIIème République, Léon Gambetta naît de parents commerçants Italiens Génois. Il commence une carrière d'avocat libéral sous le Second Empire avant de se consacrer à la politique. Député républicain, auteur du programme radical de Belleville en avril 1869, où il y demandait entre autre, **l'école gratuite, laïque et obligatoire, la liberté de la presse, le suffrage universel.** Après la défaite de Sedan, il entre dans le gouvernement provisoire, participe à la journée révolutionnaire du 4 septembre 1870 au cours de laquelle furent proclamées la déchéance de l'empereur Napoléon III et la naissance de la République.

Il assume alors la défense du pays envahie par les Prussiens en organisant une délégation chargée de la conduite de la guerre. Chef de l'union républicaine, il défendit la république contre la restauration monarchique et prononça un discours en 1871 pour les valeurs démocratiques. Grâce à cet homme politique clairvoyant et attentif aux réalités, la République l'emporte lors de la tentative de coup de force de 1877. En 1879, il devient président de la Chambre des Députés puis **Président du Conseil en 1881.** Son grand ministère est renversé après seulement quelques semaines en 1882.

En novembre 1882, un coup de pistolet le blessa à la main et il contracta une septicémie. Officiellement le coup survint lorsqu'il réparait son arme, d'autres pensent que c'est sa maîtresse qui en fut la cause. Il mourut quelques semaines après, à l'âge de 44 ans. Après son décès, **Léon Gambetta devient le symbole du patriotisme républicain.**

En 1920 son cœur fut placé au Panthéon.

[2.2] **Jules Ferry.** (voir le dossier 6)

[3] **Gaston de Galliffet.**



Le général marquis Gaston Alexandre Auguste de Galliffet, prince de Martigues, est un militaire né à Paris le 23 janvier 1830 et mort à Paris le 9 juillet 1909 qui fut ministre de la Guerre dans le gouvernement Waldeck-Rousseau. Sa carrière ministérielle est marquée par ses positions impopulaires pendant l'Affaire Dreyfus.

Après de médiocres études et l'obtention de son baccalauréat ès lettres (1846), il s'engage le 22 avril 1848 dans la cavalerie légère. Il est brigadier le 3 octobre 1849 puis sous-officier le 13 décembre 1850. Il devient sous-lieutenant en 1853, est nommé au régiment de Guides, garde personnelle de Napoléon III et fait chevalier de la Légion d'honneur.

Plus intéressé par la vie mondaine, le jeu et les femmes que par la carrière militaire et ayant hérité, en 1854, à la mort de ses parents, d'une petite fortune, il songe à démissionner de l'armée.

Il est promu au grade de colonel le 14 août 1867 du 3e Régiment de chasseurs d'Afrique, puis il est admis en 1re section des officiers généraux avec le grade de général de brigade le 30 août 1870. Il commande la brigade de chasseurs à cheval qui charge à Sedan. À l'issue de sa captivité, il retourne en France pour commander une brigade de cavalerie de l'armée de Versailles et participe aux opérations contre la Commune où il se distingue par sa férocité envers les insurgés et gagne le surnom du «**Marquis aux talons rouges**».

Il commande ensuite la subdivision de Batna puis la 31e brigade (1874-1875) et est promu commandeur de la Légion d'honneur en 1873. Général de division le 3 mai 1875, il commande la 15e Division (1876-1878), puis le 9e Corps d'Armée (1879-1881).

Il est candidat à l'élection présidentielle de 1879.

Élevé à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur en 1880 il est distingué par Gambetta et nommé gouverneur de Paris. Il commande ensuite le 12e corps d'armée (1882-1886). Président du comité de cavalerie (1881-1885), il réorganise la cavalerie Française. Il est fait grand croix de la Légion d'honneur en 1887. Il appartient au Conseil supérieur de la Guerre, est inspecteur général de l'École d'application de cavalerie, de la section de cavalerie de l'École spéciale militaire et du manège de l'École de Guerre et directeur permanent des manœuvres de cavalerie.

Au moment de l' affaire Dreyfus, c'est à ce militaire en retraite, à la réputation sulfureuse, que Waldeck-Rousseau confie le ministère de la guerre dans son gouvernement dit de «Défense républicaine» constitué le 22 juin 1899 suite à la crise de régime consécutive à l'affaire Dreyfus, son républicanisme et son opportunisme d'un côté, sa réputation de «**bourreau de la Commune**» de l'autre côté, faisant paradoxalement de ce personnage détesté de tous les bords, un homme sûr et prêt à appliquer des décisions impopulaires pour l'armée. Il montra son caractère quand, accueilli par les députés socialistes qui criaient, «**Assassin!**», il répondit simplement, «**Assassin ? Présent**».

C'est lui qui décide de demander la révision du procès de Dreyfus dont la réhabilitation avait été soutenue par Émile Zola. Ainsi, le 21 septembre 1899, il peut déclarer à la Chambre à propos de l'affaire Dreyfus, suite à la grâce présidentielle de celui-ci et à sa remise en liberté : «**l'incident est clos**». Sa carrière ministérielle s'achève par sa démission le 29 mai 1900 du fait de critiques du président du Conseil sur certains membres de son administration. Son successeur au portefeuille de la Guerre est le général Louis André qui poursuivra efficacement, mais plus maladroitement, sa politique de «républicanisation de l'armée».

[4] Émile Combes.

Émile, Justin, Louis Combes, né à Roquecourbe (Tarn) le 6 septembre 1835 mort à Pons (Charente-Maritime) le 25 mai 1921, est un homme politique.



Il est issu d'une famille relativement pauvre. Poussé par son oncle, curé, l'abbé Gaubert, il suit des études au séminaire et devient docteur en théologie en 1860. Il perd la foi et abandonne l'Eglise au milieu des années 1860, et entreprend alors de suivre des études de médecine. Diplôme en main, il s'installe dans la petite ville de Pons (en Charente-Inférieure, désormais en Charente-Maritime), où il installe son cabinet. Il en est élu maire en 1876, et tiendra ce poste jusqu'en 1919 puis sénateur de la Charente-Inférieure en 1885 et devient Président de «**La Gauche Démocratique**». En 1902, il est désigné Président du Conseil et mène alors une politique dite du «**Combisme**» fortement anticléricale, qui mènera en 1905 à la loi de séparation des Églises et de l'État et à l'aboutissement de l'école laïque en France.

Mais il démissionne en 1905 avant que cette loi ne soit promulguée le 9 décembre 1905, suite à l'affaire des fiches. Élu sénateur en 1885, il devient l'un des leaders du radicalisme. Il succède à Waldeck-Rousseau à la présidence du Conseil, mai 1902. Il profite d'une confortable majorité par 368 contre 220, dont 48 socialistes, 90 radicaux-socialistes, 129 radicaux et 99 républicains divers. La Délégation des gauches (Union Démocratique, Radicaux, Radicaux-Socialistes et Socialistes) se réunit avec le Cabinet pour régler les problèmes susceptibles de surgir. Combes établit ainsi avec la Chambre un dialogue constant. **Jean Jaurès** y gagne un rôle prépondérant. L'anticléricisme dont il fait preuve est relativement paradoxal pour un homme issu d'un milieu religieux et destiné à la prêtrise. C'est pourtant avec intransigeance qu'il applique les lois de 1901 et 1904 sur le droit des associations et la liberté d'enseignement des congrégations religieuses, **plus de 2 500 établissements d'enseignement privés sont alors fermés**. Les catholiques

résistent, et l'on doit employer la force. Toutes les congrégations de femmes sont dissoutes, seules cinq congrégations d'hommes restent.

Combes considère que la **lutte contre l'Église fortifie et glorifie la République**. Attaqué par les catholiques, puis progressivement par les socialistes, l'affaire des Fiches va causer sa ruine. Symbole de la politique anticléricale et prologue à la séparation de l'Église et de l'État, l'expression «**combisme**» s'impose. Pourtant, Émile Combes, souvent tenu pour unique responsable de la crise sociale, politique et religieuse en germe, ne fait que traduire en actes le militantisme du bloc des gauches (radicaux et socialistes). Mais l'anticléricisme dans lequel les gauches s'étaient réunies est une impasse. La France se montre impossible à déchristianiser, et le front républicain se divise.

La séparation des Églises et de l'État en 1905 y mettra un terme.

[5] Jean-Baptiste Bidegain.

Jean-Baptiste Bidegain (Paris, 1870-1926) était une personnalité du Grand Orient de France impliquée dans l'affaire des fiches, il devient par la suite un militant antimaçon.

Il se suicida en 1926.

Celui qui deviendra le «**Judas du Grand Orient**» au moment de l'affaire des fiches est né à Paris, dans le quartier du Sentier, le 26 avril 1870 d'une famille de pauvres paysans catholiques Basques.

Il entre «par curiosité» dans la Franc-maçonnerie en 1893 à la «**Loge Le Travail et Vrais Amis Fidèles de la Grande-Loge Symbolique Écossaise**». Influencé par le spiritualiste Oswald Wirth qui en est la figure de proue, Jean-Baptiste Bidegain est ensuite accueilli au Grand Orient de France par le docteur Blatin. Ce dernier, «**le marchand de pommades**», président de l'Obédience en 1894, lui procure «sans l'avoir consulté», selon Bidegain, un emploi au secrétariat de la rue Cadet en mai 1894.

Il devient dès lors «un scribe consciencieux aux appointements modestes». Maçon actif et zélé, il fonde en 1902 la très républicaine Revue du XXe siècle et, avec le collectiviste Lucien Deslinières, la «Loge L'Action Socialiste Bidegain devient secrétaire de cette Loge de tendance guediste et antisémite, composée exclusivement de socialistes». L'occultisme hérité de Wirth et ses idées politiques font du **futur traître** un élément original et marginal au Grand Orient. Il n'en est pourtant pas moins appelé à assister aux séances du Conseil de l'Ordre à partir de 1900, nommé secrétaire adjoint le 1er janvier 1901 et initié au 18e grade.

Le poste de secrétaire adjoint procure à Bidegain un pouvoir considérable au sein du Grand Orient.

En l'absence du secrétaire Narcisse-Amédée Vadecard, il est «**le véritable chef de l'Ordre**». En 1904, le député nationaliste Jean Guyot de Villeneuve est contacté par un mystérieux franc-maçon, «G.T», qui, «écœuré de l'usage que l'on faisait des fiches, voulait, dans un but patriotique, quitter la Franc-maçonnerie en criant tout haut la vérité». Cet énigmatique personnage n'est autre

que le sous-secrétaire du Grand Orient de France, la «brebis galeuse», **Jean-Baptiste Bidegain**. Il annonce au député de Neuilly, Guyot de Villeneuve, qu'il possède les preuves de la délation dans l'armée, preuves pouvant entraîner la chute du ministère Combes et discréditer les radicaux dans l'opinion.

Bidegain, en effet, dégoûté par son travail de délation, a confié un dossier «composé de quelques lettres et fiches originales et de photographies» à l'abbé de Bessonies. Cet abbé, qui a déjà publié deux brochures hostiles à la Franc-maçonnerie, voit immédiatement l'intérêt du dossier. Après réflexion, il décide d'en faire part à un homme politique pour mener une campagne de presse et faire éclater le scandale. Ce n'est que trois semaines plus tard, le lundi 20 juin, au Palais-Bourbon, que l'abbé Gabriel de Bessonies révèle au député le retournement du sous-chef du secrétariat du Grand Orient et l'existence d'un dossier capable de renverser le ministère.

Guyot de Villeneuve est étonné mais réservé et ce n'est que lors de la deuxième entrevue, le lendemain, après s'être renseigné sur son interlocuteur et avoir prit connaissance des documents, qu'il se déclare prêt à intervenir. Pendant la copie des fiches au Grand Orient, celui-ci rencontre Bessonies chez lui, le 30 septembre et le 7 octobre. Villeneuve revient le 10 octobre avec un ami, **Gabriel Syveton**. «De taille élancée, souple dans ses mouvements, doué d'un regard agile, d'une voix forte aux inflexions rondes, d'une vaste érudition», cet ambitieux député nationaliste du 2^e arrondissement, trésorier de la Patrie Française, est redouté par la gauche et son soutien paraît nécessaire à Villeneuve.

Pour Villeneuve et Syveton le but est à court terme, faire tomber Combes. Le plan d'attaque est de provoquer l'indignation de la Chambre et de l'opinion et entraîner le départ du général André puis du président du Conseil. Un informateur maçon de la Sûreté Générale, prévient en effet le Grand Orient des offres faites à Guyot de Villeneuve et d'une interpellation prochaine. Une entrevue le 15 octobre est programmée durant laquelle Bessonies remet le dossier complété au député, l'interpellation est décidée pour le 28 octobre, jour d'une interpellation du lieutenant-colonel Rousset. Informé à leur tour des fuites, Syveton et Villeneuve décident de lancer l'information à la presse selon laquelle le député de Neuilly est en possession de preuves accablantes sur la délation dans l'armée. Villeneuve rencontre une dernière fois Bidegain le 25 octobre pour lui présenter son discours et le modifier selon ses indications.

[6] Louis Lafferre.

Louis Lafferre né à Pau le 10 mai 1861 décédé à Paris le 28 février 1929, homme politique et président du Grand Orient de France. Il est impliqué dans l'affaire des fiches, au début du XX^e siècle.

Louis Lafferre, président du Grand Orient de 1903 à 1905 puis de 1907 à 1909 est une personnalité importante. Cet ancien professeur de rhétorique né à Pau en 1861 devient conseiller municipal de Narbonne, député de Béziers et sénateur de l'Hérault de 1898 à 1928. Initié en 1889, vénérable, membre du Conseil de l'Ordre de 1898 à 1909, il est vice-président du Grand Orient en 1902 et membre du Grand Collège des Rites en 1907.

Ce disciple de Frédéric Desmons est un des principaux responsables de la délation dans l'armée en tant que président du Grand Orient, même si «il semble y avoir été totalement étranger».

Radical de tendance «clémenciste [6.1]», Lafferre est président du Comité exécutif du parti radical. Anticlérical fanatique, il exprime la philosophie du Grand Orient au convent de 1904, «**Nous ne sommes pas seulement des anticléricaux, nous sommes véritablement les adversaires de tous les dogmes et de toutes les religions. Nous sommes, si j'ose m'exprimer ainsi, aussi antireligieux que nous sommes anticléricaux...Le véritable but poursuivi, c'est la chute de tous les dogmes et la ruine de toutes les Églises...** ».

[6.1] Clémenciste, Clémensisme.

Je n'ai rien trouvé qui donne une définition de ces deux termes. Je pense, à partir, de ce que j'ai lu, que Clémenciste signifierait se rapporter de Georges Clémenceau, et que Clémensisme serait l'application de la pensée du Tigre. Clémenceau, à combattu Emile Combes tout en soutenant sa politique, il le méprisait, en fait Clémenceau était un caractériel tombeur de ministères, c'est aussi un grand orateur et le fondateur du parti républicain radical, un farouche partisan de l'ordre siégeant de l'extrême gauche. Combes c'est la séparation de l'église et de l'État et le Clémenciste est une forme d'opposition au Combisme.

[7] Jean Guyot de Villeneuve.

Né en 1864 au château de Lagrange, dans le Cher, il était le fils du comte Gustave Guyot de Villeneuve, grand collectionneur et ancien préfet de Seine-et-Marne, et le petit fils du comte Camille de Montalivet, ami et ministre du roi Louis Philippe.

Son frère aîné, Camille, député des Basses-Alpes de 1906 à 1910, épousa la fille de M. Piou, président de l'Action libérale.

Jean Guyot de Villeneuve, qui se battit plusieurs fois en duel au cours de cette période, notamment contre Maurice Berteaux, fut à la même époque le témoin de Déroulède lors de son duel fameux avec Jean Jaurès à la frontière espagnole.

Battu aux élections législatives de 1906, il eut peu après un grave accident d'automobile (bien que grand cavalier, il s'était en effet passionné très tôt pour ce nouveau mode de locomotion dont il était devenu un amateur averti). Il en resta très diminué et mourut à Paris en 1909. Il avait 45 ans.

[8] Gabriel Syveton.

Gabriel Syveton, né à Boën-sur-Lignon (Loire) en 1864 et mort à Neuilly-sur-Seine le 8 décembre 1904, est un homme politique et historien français, connu surtout pour son altercation avec le général Louis André lors de l'affaire des fiches.

*«Contrairement à une idée fausse assez largement répandue, il n'existe pas d'organisation centrale qui aurait autorité sur l'ensemble de la Franc-maçonnerie régulière dans le monde. Les structures de l'Ordre maçonnique étant nationales, il existe dans chaque pays une seule «Grande Loge», qui a sous son obédience exclusive toutes les loges de son territoire. Dans certains pays, comme les États-Unis par exemple, il existe une Grande Loge par état. Les Grandes Loges, qui sont un peu plus d'une centaine dans le monde, **sont indépendantes, autonomes et souveraines.***

Chacune d'entre elles présente un caractère original, avec des particularités d'usages qui reflètent dans une certaine mesure la mentalité ambiante et les traditions locales. Mais toutes sont reliées entre elles par un consensus quant aux principes et aux usages qui constituent l'indispensable base de la régularité maçonnique.

Ces critères communs sont connus sous le nom anglais de «**Landmarks**», c'est-à-dire les bornes à ne pas dépasser sous peine de sortir du domaine de l'Ordre. Même la Grande Loge Unie d'Angleterre, qui est la plus ancienne et la plus importante, avec quelque 600 000 membres, n'a pas d'autre action directe sur le plan international que celle d'accorder, refuser ou retirer sa «**reconnaissance**». Mais le soin scrupuleux qu'elle met à respecter et à faire respecter les principes qu'elle a été la première à codifier, donne à ses décisions en ce domaine un poids et un prestige particuliers.

Par contre, la grande loge d'Angleterre entretient de mauvais rapports avec le Grand Orient de France, **puisque'il y a eu une rupture entre les deux organisations à la fin du XIXe siècle au sujet du théisme.**

Le théisme (du grec Théos, dieu) est une croyance ou une doctrine qui affirme l'existence d'un Dieu (ou de dieux) et son influence dans l'univers, **tant dans sa création que dans son fonctionnement.** Selon le théisme religieux, la relation de l'homme avec Dieu passe par des intermédiaires, **la religion.**

Selon le théisme philosophique, Dieu régit l'univers directement.

Le théisme est opposé à l'athéisme. Parmi les formes de théisme, on peut citer le panthéisme, le monothéisme et le polythéisme».

La loi de séparation de l'Église et de l'État, loi du 09 décembre 1905 encore en vigueur aujourd'hui réclamée par les francs-maçons depuis 1886, stipule que «**la république ne reconnaît, ne salarie, ne subventionne aucun culte**», qu'elle assure la liberté de conscience et qu'elle garantit le libre exercice des cultes. **C'est le fondement juridique de la laïcité française, complété constitutionnellement en 1946 et en 1958.** Cette séparation, qui apportera la paix religieuse dans notre pays jusqu'à aujourd'hui, vaudra néanmoins à la franc-maçonnerie **les foudres de l'Église.**

A l'aube du XXe siècle, la Franc-maçonnerie Française connaît une prospérité qui va durer jusqu'à la Première Guerre mondiale. Certes, elle est loin d'atteindre les effectifs que lui prêtent ses adversaires, le Grand Orient de France dépasse tout juste les 17 000 membres, la Grande Loge de France, nouvellement créée compte 5 000 frères, le Droit Humain encore moins. En tout donc, moins de 25 000 francs-maçons. Cependant, leur influence dans la républicanisation du pays est forte. **Les mesures inspirées par les travaux dans les loges sont parfois votées au parlement avec l'appui des frères députés ou sénateurs.**

L'influence maçonnique est bien sûr liée à la **victoire du Bloc des gauches en 1902.** La présidence du Grand Orient est tenue par des **radicaux, Lucipia [1], Desmons [2], Delpech [3], Lafferre [voir le dossier suite 8],** et il en est de même à la Grande Loge avec notamment **Gustave Mesureur [4].** Pour les élections, des comités républicains, créés et animés par les loges partout

en France, ont fait campagne de façon ouverte en faveur des candidats de gauche. Lorsque le franc-maçon Emile Combes est nommé à la présidence du Conseil, sa politique anticléricale lui vaut le soutien des obédiences.

Cette loi de décembre 1905 va précipiter, à la fin de l'affaire des fiches, la fin de l'intervention directe de la maçonnerie dans la vie politique. Les risques de telles ingérences apparaissent clairement aux dirigeants maçonniques. A cela s'ajoute, suite à la loi sur les associations de 1901, la constitution de partis politiques, **à gauche notamment les radicaux et les socialistes de la SFIO**. La Franc-maçonnerie n'est plus le seul lieu de réflexion politique. Son rôle de relais entre les idées et l'action se voit concurrencer par celui des partis. Néanmoins, dans une large majorité, les loges continuent de se préoccuper de réformes sociales.

Les grands projets côtoient les vœux d'améliorations pratiques, le code du travail comme le statut juridique des enfants naturels, les coopératives ouvrières comme la surveillance des logements malsains, la création d'un ministère du Travail comme la criminalité juvénile. Les actions concrètes non plus ne manquent pas, en témoigne l'ouverture, dans les locaux maçonniques, **d'universités populaires**. Tous les problèmes sont y abordés, à l'exception de ceux provoqués par la situation internationale. Un courant pacifiste s'établit en France avant la première guerre mondiale et il se manifeste aussi dans la Franc-maçonnerie.

En 1913, deux Loges, «**le Centre des Amis**» et la «**Loge Anglaise 204**» quittent le Grand Orient et fondent la «**Grande Loge nationale indépendante et régulière**», qui sera immédiatement reconnue par la Grande Loge unie d'Angleterre et qui restera jusque dans les années 1960 principalement animée par des Anglais ou des Américains résidant en France.

*«En 1948, cette obédience changera de nom pour celui de **Grande Loge nationale Française**, qu'elle porte encore aujourd'hui.*

*Pour comprendre l'histoire de la Grande Loge nationale Française, GLNF, il convient de remonter dans le contexte du Second Empire par une décision prise par le GODF concernant le rétablissement du système républicain en France. **L'Église catholique romaine [5]**, craignant de perdre à terme son statut privilégié de religion d'état, s'engageait de tout son poids dans les questions politiques et condamnait avec une égale vigueur la Franc-maçonnerie et la République Française, comme on a pu le lire au précédent dossier.*

Ce conflit bouleversa l'équilibre sociologique des loges, les catholiques pratiquants et les royalistes se tenant désormais à l'écart des loges, celles-ci devinrent assez rapidement républicaines et anticléricales».

Le courant pacifiste qui apparaît en France dans la Franc-maçonnerie, avant la Première Guerre mondiale, disparaît dans celle-ci comme dans le reste du pays dès le début du conflit à la suite de la formation du premier cabinet de **René Viviani [6]** président du Conseil et franc-maçon d'**Union sacrée qui comprenait 9 francs-maçons**, tandis que le Frère Joffre dirige l'armée Française. Gaston Doumergue sera le ministre des affaires étrangères, le Frère Bienvenu-Martin ministre de la justice, le Frère Albert Messimy le ministre de la guerre, le Frère Augagneur ministre de l'instruction publique, le Frère René Renoult le ministre des travaux publics, le Frère Fernand

David le ministre de l'agriculture, le Frère Paul Jacquier ministre de l'intérieur, le Frère Albert Dalimier le ministre des Beaux-arts.

L'Union sacrée est le nom donné au mouvement de rapprochement politique qui a soudé les Français de toutes tendances (politiques ou religieuses) lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale. Le terme fut utilisé pour la première fois à la Chambre des députés le 4 août 1914, **par le Président de la République, Raymond Poincaré [7]**, dans son message aux Assemblées. Cela fut le cas immédiatement car l'ensemble des organisations syndicales et politiques de gauches, essentiellement la CGT et la SFIO, se rallièrent au gouvernement. Cette **unanimité nationale persista**, mis à part quelques dissidences de gauche, jusqu'à la fin du conflit. Un mouvement analogue se produisit chez l'ensemble des belligérants comme en Angleterre, en Russie ou en Allemagne, lorsque le Parti socialiste allemand, **le SPD, votera l'entrée en guerre en août 1914**, lançant le mouvement qui pris le nom de Burgfrieden.

Dès le 26 août 1914 René Viviani reconstitue son gouvernement pour en faire l'équipe de **l'Union Sacrée**. Delcassé est aux Affaires Etrangères, Augagneur à la Marine, le Frère Marcel Sembat au ministère des Travaux publics, Gaston Doumergue aux Colonies, Fernand David à l'Agriculture, Bienvenu-Martin au Travail, Paul-Jacquier sous secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Albert Dalimier aux Beaux-arts.

Pendant la guerre du fait de la mobilisation les obédiences voient leur activité se ralentir. Les Frères sont dispersés, parfois les Temples sont saccagés et le mobilier détruit comme c'est le cas de la «**Loge Jean de la Fontaine à Château-Thierry**». En Suisse le Bureau international des relations maçonniques s'occupe de victimes de la guerre.

Les convents ne se réunissent plus mais les discussions continuent au sein des loges, notamment à partir de 1917 avec la chute du tsarisme en Russie et **l'avènement du bolchevisme**. On discutera d'ailleurs après la guerre de l'opportunité de reconnaître la **République des soviets**. On débat également du type de paix à négocier avec l'adversaire. A Paris le franc-maçon **Arthur Groussier [8]**, militant socialiste se met à la disposition du général Gallieni, et devenu vice président du Conseil militaire, organise la résistance et encourage la construction de tranchées dans les banlieues. Il refusera trois fois le porte feuille de ministre du travail que lui offrent Painlevé et Clemenceau, et il encourage le syndicaliste **Léon Jouhaux** à se mettre au service du gouvernement de guerre.

Une conférence internationale réunit en janvier 1917, au siège de la Grande Loge de France, plusieurs obédiences européennes. Il y est lancé un appel à la **création de la Société des Nations**. Une conférence similaire réunit en juin 1917 les représentants de 16 obédiences alliées ou neutres au siège du Grand Orient de France avec les mêmes objectifs.

[1] Lucipia.

Lucipia Louis Adrien (1843-1904). Membre de la Commune de Paris journaliste, il participe à la Commune. il est déporté en 1870 en Nouvelle Calédonie, et revient en 1880 après l'amnistie générale. Il est élu au Conseil Général de la Seine de Paris dont il sera président. Il sera également président du conseil municipal de Paris et vice-président de la Société des Journalistes républicains. Il est initié franc-maçon, en 1888, à la loge «**Les Droits de l'Homme**», à Paris. **Il sera président du Grand-Orient de France.**

**[2] Desmonds.**

Frédéric Desmons (1832-1910) est un pasteur, franc-maçon et homme politique. Frédéric Desmons est initié le 8 mars 1861 aux mystères maçonniques au sein de la Loge «**L'Echo**» du Grand Orient de France fondée à Nîmes quelques années plus tôt en 1857 par un certain Firmin Fatalot, cadre aux chemins de fer. Il y obtient tout à fait régulièrement les trois degrés symboliques.



De 1881 à 1894, Frédéric Desmons est député du Gard. De 1894 à 1909, il est sénateur Radical du Gard. Desmons entre dans le combat républicain avec passion et détermination aux côtés de Léon Bourgeois et d'Emile Combes, notamment pour la défense de la laïcité des institutions et la séparation de l'Eglise et de l'Etat, les lois sur les associations. Il est vice-président du Sénat de 1902 à 1905. Il est opposé au cumul des mandats.

[3] Delpech.

Antoine Auguste Gabriel Delpech ancien sénateur de l'Ariège né le 22/12/1846, décédé le 11/03/1935. En 1894, Auguste Delpech quitte l'enseignement pour aborder la carrière politique et se présenter comme sénateur de l'Ariège dans l'arrondissement de Foix, sous l'étiquette de républicain-radical.



Au Sénat, Auguste Delpech appartient au parti de la gauche démocratique. violemment anticlérical, profondément républicain, il «**approuve la libre recherche des améliorations légales et pacifiques, mais réproouve toute mesure violente. Il regrette pour l'honneur, pour l'intérêt de sa cause que, dans les assemblées publiques, on ne se montre pas plus sévère à**

l'égard de certains agitateurs qui ont aussi peu de conscience que de réelles convictions».

Il fut membre fondateur de la Ligue des Droits de l'Homme et président du Conseil de l'Ordre du Grand-Orient de France.

Il collabora à de nombreux journaux et revues :

La Dépêche de Normandie, La Dépêche de Toulouse, L'Aurore, La Raison. Il publia un livre anticlérical, L'Apôtre qu'il signa Nivode, et fit paraître de nombreux autres ouvrages en particulier, Ce qui se passait en France avant 1789 (1889), L'Eglise romaine et la Civilisation, La France sous la troisième République (1902), Un monopole à détruire (1904), Au Pape Léon XIII, La Franc-maçonnerie et l'Eglise (1892), Jeanne d'Arc (1894), Le syllabus, l'encyclique et la déclaration des Droits de l'Homme (1901), et enfin, en 1910, Défendons l'âme Française.

[4] Gustave Mesureur.

Homme politique né le 2 avril 1847 à Marcq-en-Barœul dans le Nord et décédé le 19 août 1925 à Paris. Fondateur de l'Association pour les réformes républicaines puis du Comité d'action pour les réformes républicaines, **il devient en 1901 le premier président du Parti radical-socialiste.**

Député du département de la Seine (75) de 1887 à 1902.

Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes du 1er novembre 1895 au 29 avril 1896 dans le gouvernement Léon Bourgeois.

Maire de La Celle Saint-Cloud (78) de 1912 à 1919.

Il fut à trois reprises Grand Maître de la Grande Loge de France.

[5] Eglise catholique romaine.

L'Église catholique romaine est la plus importante branche du christianisme. Elle est la plus importante Église sur Terre en nombre de fidèles. Avec une estimation de plus d'1,1 milliard de fidèles.

Elle se définit, notamment dans les paroles du Credo, comme «une» (**vraie foi unique, en qui subsiste l'unique institution fondée par le Christ pour y rassembler le peuple de Dieu**), «**sainte**» (par son lien unique avec Dieu, d'«**Épouse du Christ**»), «**catholique**» (en grec «**universelle**», répandue sur toute la Terre et portant l'intégralité du dépôt de la foi) et «**apostolique**» (fondée par les apôtres et poursuivant leur mission). C'est à cette Église qu'auraient été confiée **la transmission et l'interprétation de la Révélation.**

La révélation est, pour une religion, la connaissance qu'elle affirme détenir de **source divine**. Les manifestations divines par lesquelles cette connaissance est parvenue aux hommes sont tantôt des apparitions (théophanies), tantôt l'inspiration à des prophètes de textes considérés comme sacrés. Des religions abrahamiques comme le judaïsme, le christianisme et l'islam, en particulier, sont dites révélées.

Cette Église s'appuie à la fois sur les **Saintes Écritures** et sur la tradition apostolique, «**l'une et l'autre doivent être reçues et vénérées avec égal sentiment d'amour et de respect**».

[6] René Viviani.

René Raphaël Viviani, né à Sidi-Bel-Abbès (Algérie) le 8 novembre 1863 et mort au Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine) le 7 septembre 1925, était un homme politique, ancien premier ministre du Travail, **inventeur de l'impôt sur le revenu** et cofondateur du **journal L'Humanité avec Jean Jaurès**.



Il devient député 1898-1902 de la Seine, puis de la Creuse 1906-1922 puis Sénateur 1922-1925 de ce même département, il est le premier titulaire du «Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale» de 1906 à 1910, créé par le 1er cabinet **Clémenceau [6.1]**.

Anticlérical, il fonde le Parti républicain socialiste en 1910.

Il occupe ensuite les fonctions de Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-arts du 9 décembre 1913 au 9 juin 1914. Il devient président du Conseil dans deux gouvernements successifs :

*Premier gouvernement du 13 juin 1914 au 26 août 1914 (qui succède au 4e gouvernement d'Alexandre Ribot du 09 juin 1914 au 12 juin 1914 succédant à Gaston Doumergue, 1er gouvernement du 9 décembre 1913 au 2 juin 1914), durant lequel il est amené à gérer la Crise de juillet suite à l'Attentat de Sarajevo (28 juin 1914), qui finit par faire entrer **la France dans Première guerre mondiale le 3 août 1914, jour de la déclaration de guerre de l'Allemagne**. Jusqu'à cette date, il cumulait le portefeuille de ministre des Affaires étrangères, poste qu'il doit céder à Gaston Doumergue.

*Deuxième gouvernement du 26 août 1914 au 29 octobre 1915, se succédant à lui-même, il reprend également dès le 13 octobre 1915 le portefeuille des Affaires étrangères qu'il avait confié à Théophile Delcassé.

[6.1] Gouvernement Clemenceau.

Le 25 octobre 1906, Georges Clemenceau, alors ministre de l'Intérieur et homme fort du Parti Radical, est appelé à la présidence du Conseil par le Président de la République Armand Fallières. Il forme un gouvernement qui va durer près de 3 ans, une longévité assez rare sous la IIIe République. Ce gouvernement sera confronté à une période charnière pour le régime : il s'agit d'un côté d'entériner le caractère laïc de la République, et de l'autre, de faire face aux mouvements sociaux qui se développent et prennent un tour de plus en plus radical.

[7] Raymond Pointcaré.



Raymond Pointcaré, né le 20 août 1860 à Bar-le-Duc (Meuse) et mort le 15 octobre 1934 à Paris, est un homme d'État, cousin du mathématicien Henri Poincaré.

Il entre en politique en 1887, en étant élu député de la Meuse. En 1892, il est rapporteur de la commission des Finances, au moment du **Scandale de Panamá**. À trente-six ans, il a déjà été trois fois ministre, de l'Instruction publique (1893), sous Dupuy, puis des Finances 1894-1895 après la victoire électorale des modérés, et de nouveau chargé de l'Instruction publique en 1895.

Il est partisan de la laïcité mais à condition que celle-ci soit dégagée de tout anticléricalisme, ce qui l'éloigne naturellement des radicaux et des socialistes. En effet, Pointcaré prône une «**école neutre**», dont la vocation aurait été de produire de vrais patriotes. Il peut être considéré comme le **leader des modérés**, qui arborent souvent l'étiquette «**progressiste**» et qui évoluent au fil du temps du **centre gauche vers la droite républicaine**, selon le phénomène du sinistrisme. Durant l'affaire Dreyfus, il adopte une attitude prudente. Il fait d'abord partie de ceux qui souhaitent étouffer un scandale qu'ils jugent contraire à la raison d'État. Il se rallie finalement au camp dreyfusard, plus par légalisme que par conviction. Cela ne le rapproche pour autant pas de la gauche, avec laquelle il garde ses distances. Il ne soutient absolument pas la politique de Waldeck-Rousseau et encore moins celle d'Émile Combes.

Il préfère ensuite le Sénat à la Chambre où il représente la Meuse entre 1903 et 1913 puis entre 1920 et 1934.

Belle consécration, il est élu à l'Académie française en 1909, et est également professeur aux écoles HEI-HEP.

Élu président de la République le 17 janvier 1913, il présidera la France jusqu'en 1920, durant une période marquée par la Première Guerre mondiale, pendant laquelle il est l'artisan de **l'Union Sacrée politique et sociale**, aux côtés de René Viviani ou Georges Clemenceau.

[8] Arthur Groussier le fondateur du code du travail.

Arthur Jules Hippolyte Groussier, (1863-1957) est un syndicaliste, franc-maçon et homme politique. **Grande figure du socialisme**, fut député de Paris, vingt-huit années durant.

Initié en 1885 à la Loge «**L'Émancipation**» du Grand Orient de France la principale obédience de notre pays. Il s'affilie aussi à la Loge «**Bienfaisance et Progrès**». En 1907 il est élu au Conseil de l'Ordre. Il ne quittera pour ainsi dire pas cette instance jusqu'à la seconde guerre mondiale.

L'action législative de ce réformiste à qui l'on doit, entre autres, **la première édition du Code du travail**.

Arthur Groussier mène de brillantes études à l'École des arts et métiers d'Angers, dont il sort titulaire d'un diplôme d'ingénieur mécanicien.

En politique, il glisse vite du syndicalisme militant vers le socialisme en adhérant à la **Fédération des travailleurs socialistes de France précurseur de la CGT** fondée au tournant du siècle. En 1893, il est élu député du 10^e arrondissement de Paris au nom du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR). Il intègre le premier groupe parlementaire socialiste avec Jean Jaurès, Jules Guesde, René Viviani, etc. Il rejoint le Parti Socialiste en 1898 lors de la fusion des différents groupes.

Ayant abandonné la vie politique, il devient en 1925 le Président du Conseil de l'ordre du Grand Orient de France, c'est-à-dire Grand Maître. **Son mandat est interrompu en 1940 par le Gouvernement à Vichy**, et renouvelé en 1944-45. Il a alors 82 ans et devient presque aveugle. Il reste encore très actif au sein de l'obédience.

En hommage, le plus grand des temples du Grand Orient installés au siège de l'obédience rue Cadet porte son nom. Il sert en particulier aux conférences publiques et aux tenues exceptionnelles.



Cette photographie a été prise après la signature de l'armistice à la sortie du «wagon de l'Armistice» du train d'État-major du maréchal Ferdinand Foch (deuxième à partir de la droite).

Nous sommes à la fin de la première guerre mondiale, les Allemands ont signés le 11 novembre 1918 à 5 heures 15 l'armistice mettant fin à la première guerre mondiale 1914-1918 et à la capitulation de l'Allemagne, les Armées alliées ont été victorieuses. Le cessez le feu eu lieu à 11 heures et ce fut une immense fête, des sonneries de cloches et de clairons ont retenti dans toute la France. Cette guerre a fait plus de 18 millions de morts et des millions d'invalides et de blessés. Les généraux Allemands et Alliés se réunirent dans un wagon-restaurant du maréchal Foch aménagé dans la clairière de Rethondes, en forêt de Compiègne.

Plus tard en 1919, à Versailles, ils signeront le traité de Versailles. Ce wagon sert actuellement de musée, et je dois clamer ma honte que le sentier maréchal Foch qui mène en forêt au Wagon soit fermé à l'entrée du musée et non entretenu, il est à l'abandon.

Après les pertes dues à la guerre, la Franc-maçonnerie Française reprend sa progression, le Grand Orient de France passe de 23000 membres en 1919 à 33000 dans les années 1930, tandis que la Grande Loge de France passe de 6300 membres à 16000 sur la même période.

Après cette première guerre mondiale le Grand Orient de France, en abaissant les droits d'initiation favorisa un recrutement étendu à la classe ouvrière et en particulier aux dirigeants syndicalistes. Cela eu pour effet une ouverture bien marquée à gauche commencée d'ailleurs bien avant la guerre. On constate en effet qu'après la guerre de 14-18 le vote de l'impôt sur le revenu en 1917, (voir le dossier précédent René Viviani) les questions économiques et financières remplacent de plus en plus la question laïque dans les obédiences. Dans ce domaine les Frères se heurtèrent à la politique Française de 1919 à 1939 entre les intentions et les programmes des gouvernements de gauche inspirés plus ou moins par les résolutions des obédiences et les réalités d'influence.

D'une façon certaine la période de 1919 à 1939 fut une hostilité quasi générale au système capitaliste libéral.

Ce fut aussi l'adhésion au collectivisme de type social démocrate Allemand et au travaillisme Britannique.

Cette situation va aviver les divisions entre les frères. Certains sont attirés par la SFIO, ils sont majoritaires et d'autres optent pour le communisme. En 1922 le congrès de l'**Internationale communiste [1]**, à la demande de **Zinoviev [2]**, interdit la double appartenance au parti communiste et à la Franc-maçonnerie. La plupart des francs-maçons socialistes qui avaient choisi le parti communiste après la scission du **congrès de Tours [3]** le quittent alors. Des loges de réfugiés russes, fermées par les bolchéviques, se reconstituent en France, «**Astrée**» à la Grande Loge, «**l'étoile du Nord**» et «**la Russie libre**» au Grand Orient.

Les ouvriers qui étaient déjà peu nombreux dans les loges malgré l'abaissement des droits d'initiation ont eu peu de chance de grossir les rangs des loges. Néanmoins le Grand-Orient continue son engagement dans la cité et publie un manifeste intitulé «**Aux forces de gauche**». Ce texte diffusé à cinq cent mille exemplaires contribue partiellement à la victoire du Cartel des gauches.

Le cartel des gauches victorieux aux élections législatives Françaises de mai 1924 puis de 1932, est une coalition qui regroupe les radicaux (qui dominent la gauche jusqu'en 1936) et les socialistes. Les premiers députés communistes qui sont élus en 1924 siègent dans l'opposition. Les socialistes ne participent pas au gouvernement de peur de se faire taxer de trahison sociale par les communistes qui verraient en cette alliance une collaboration avec un régime bourgeois. Ils posent même en 1932 des conditions à leur participation, qui sont rejetées par les radicaux, les «conditions Huygens».

Aussi, la victoire de 1924 est une simple entente électorale et non une collaboration, dictée essentiellement par la volonté commune de battre le Bloc national (coalition de droite majoritaire à l'Assemblée nationale de 1919 à 1924). Des radicaux, comme Aristide Briand ayant participé aux gouvernements du Bloc national, les socialistes font savoir qu'ils refusent de gouverner, ne faisant que soutenir les orientations politiques prises en cas de succès. Le Cartel des gauches se constitue à la fin de l'année 1923 contre le Bloc national. Le Cartel des gauches associe 4 groupes :

- les Radicaux indépendants (frange de droite des radicaux),
- les radicaux-socialistes, unifiés désormais,
- les républicains-socialistes, des socialistes indépendants (Paul Painlevé),
- la SFIO.

La scission intervenue à l'issue du Congrès de Tours permet à la SFIO de se tourner vers une nouvelle alliance avec les radicaux, dans la plus pure tradition républicaine des alliances électorales. Ce sont les premiers pas vers la formation du cartel, encouragée par les relations qu'entretiennent entre eux socialistes et radicaux au sein de la Ligue des droits de l'Homme et des loges maçonniques. Comme au temps du Bloc des gauches, le Cartel des gauches repose essentiellement sur la formation de comités locaux et sur le soutien de sociétés de pensée et de loges maçonniques. Les fonctionnaires officieusement organisés au sein de la Fédération des fonctionnaires de Charles Laurent, proche de la CGT, et tout particulièrement les instituteurs soutiennent activement la constitution de la nouvelle coalition.

Les socialistes qui voudraient remédier à la dette par l'adoption d'un impôt sur le capital et notamment sur les profits réalisés pendant la guerre ce qui effraie les détenteurs de capitaux va provoquer la chute du Cartel, tandis que les radicaux ne veulent pas prendre de mesures sévères. Herriot a recours à de nombreuses avances auprès de la Banque de France, qui est encore entre les mains d'intérêts privés les «200 familles». La paralysie financière provoque dès lors la chute de son gouvernement en avril 1925. Se succèdent alors les gouvernements de Painlevé puis de Briand.

En juillet 1926, Herriot tente de reformer un gouvernement, mais une véritable crise dans le milieu financier provoque la chute finale du cartel, la spéculation provoque la chute du franc, chute à

laquelle seul le retour de Poincaré remédiera, fort de son «Verdun financier», c'est la fin du bloc national. Ainsi le Cartel des gauches est mort en 1926 de ne pas avoir su affronter le mur de l'argent qui indique le poids des élites économiques dans la politique de l'entre deux guerres.

Le progrès social et l'humanisme de gauche des loges sont malheureusement entachés après l'échec du Cartel des gauches en matière de politique financière par l'arrivisme et l'affairisme d'une minorité de «faux frères».

C'est le cas lors de **l'affaire Stavisky [4]** qui éclate en 1934 sous la présidence du frère Chautemps et qui permet à la droite de réunir les conditions d'un complot. Stavisky était un escroc qui avait su utiliser le milieu maçonnique, les journalistes, quelques avocats véreux et des policiers douteux en y mettant le prix.

Il avait réussi à rafler huit cents millions à l'épargne Française et les avaient dépensés avec prodigalité. Stavisky était un aventurier qui avait distribué cent millions pour acheter le silence public. Il subventionnait les campagnes électorales des partis politiques et les fonds occultes des personnages influents. Parmi ces personnes se trouvaient des francs-maçons. **La Maçonnerie comme la République s'étaient compromises.** Les anti-maçons s'en réjouirent, il en résulta une manifestation qui failli faire renverser la III^e République. Le 6 février 1934, de nombreux fascistes réclament la fin du parlementarisme et l'interdiction de la franc-maçonnerie. Dès cette époque, le mythe de l'emprise judéo-maçonnique sur la vie politique reprend du service.

Néanmoins les forces réactionnaires se font battre aux élections de 1936. Le Front Populaire composé de radicaux socialistes avec le soutien communiste arrive au pouvoir et transforme la société Française par ses lois généreuses, les congés payés et la semaine des quarante heures. Au défilé du 14 juillet 36, le Grand-Orient se fait représenter. Ainsi, il soutient implicitement la politique du Front Populaire mené par les frères Ramadier, Salengro, Viollette, Chautemps et Zay. Ce fut une véritable revanche pour les organisations démocratiques et maçonniques peu de temps avant la grande guerre de 1940

Après le 6 février, la droite parlementaire commence à durcir son discours et à se rapprocher de l'extrême droite. Plusieurs de ses leaders perdent confiance dans les institutions parlementaires. Cette droitisation s'accélère après 1936, avec le Front populaire et la guerre d'Espagne.

Pour l'extrême droite, le 6 février représente une occasion manquée de renverser le régime, occasion qui ne se retrouvera qu'en 1940. La déception qu'ont suscitée les ligues conduit à la radicalisation de certains qui se tournent alors vers le **fascisme ou le national-socialisme.**

[1] L'Internationale communiste.

ou Komintern d'après son nom russe , Kommunistitcheskij Internatsional, ou Troisième Internationale est née d'une scission de l'**Internationale ouvrière [1.1]**, scission réalisée **le 2 mars 1919** à Moscou sous l'impulsion de Lénine et des bolcheviks, l'Internationale communiste regroupa les partis communistes qui avaient rompu avec les partis socialistes de la IIe Internationale.



Staline, Lénine et Kalinine au VIIIe congrès du Parti communiste russe, **mars 1919**.

La Troisième Internationale était dirigée par le Parti communiste de l'Union soviétique, bien que ce dernier entretînt toujours la fiction qu'il n'en était qu'une section parmi d'autres. Elle était théoriquement sans rapports avec l'État soviétique, bien qu'elle fut de plus en plus mise par Staline au service des intérêts de ce dernier. Si les directives étaient élaborées à Moscou, la plaque tournante du Komintern était Berlin jusqu'à

l'avènement de Hitler en 1933, puis Paris.

[1.1] L'Internationale ouvrière.

Elle fut fondée, à l'initiative notamment de **Friedrich Engels[1.1.1]**, par les partis socialistes d'Europe lors du Congrès de Paris en juillet 1889, elle est aussi connue sous le nom de Deuxième Internationale, ou Internationale Socialiste. Certains anarchistes furent présents à ce congrès, réclamant le groupement des travailleurs en lutte essentiellement sur le terrain économique, et rejetant la division politique, mais ils en furent exclus pour les raisons de divergence tactique claires.

Se fondant, comme la Première Internationale, sur le constat de la lutte des classes, la Deuxième Internationale milite jusqu'au début du XXe siècle sur les bases du marxisme. Mais certains courants se développent à la droite de l'Internationale, prêchant l'abandon du principe selon lequel **«l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes»** (principe révolutionnaire qui était celui de la Première Internationale) et recommandant de privilégier le parlementarisme (réformisme). En 1904, le congrès donne cependant raison au révolutionnaire Jules Guesde contre le réformiste Jean Jaurès, choix inverse de celui des élections qui donnent 31 députés à Jaurès et 12 à Guesde.

Après le déclenchement de la Première Guerre mondiale, les leaders socialistes (à l'exception des Russes et des Serbes), votèrent les crédits militaires demandés par les gouvernements. Les militants fidèles à l'internationalisme et au pacifisme dénoncent ce reniement de la majorité, et militent contre la guerre, **ce qui leur vaut souvent d'être exclus de la Deuxième Internationale** (c'est le cas par exemple de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht en Allemagne). Ces militants hostiles à la guerre sont alors appelés **«communistes»**, par opposition à leurs ex-camarades socialistes. Durant le conflit, deux conférences, celle de Zimmerwald et surtout celle de Kienthal, ont réuni les militants de la gauche de l'Internationale «communistes», parfois exclus, pour

s'opposer à la guerre et aux «socialistes» la soutenant. Suite à la Révolution russe, de nombreux socialistes quittent la Deuxième Internationale pour rallier la Troisième Internationale fondée par les communistes russes en 1919, et comportant déjà diverses organisations communistes (notamment les spartakistes Allemands exclus pendant la guerre du SPD).

D'autres vont former Union des partis socialistes pour l'action internationale, connu sous le nom d'Union de Vienne ou Internationale Deux et demie. En 1923, les derniers partis membre de l'Internationale ouvrière se rassembleront avec ceux de l'Union de Vienne pour **former l'Internationale ouvrière socialiste**.

Il faut comprendre que cette période est une période de changements politiques importants, l'avènement de la gauche avec ses différentes facettes, que l'on retrouve aujourd'hui sous une autre forme mais toujours aussi divisée, ne facilite pas bien compréhension des mouvements politiques, elle se cherchait elle même. La guerre avait bouleversé la stabilité des pensées et la droite nationale était en perte de vitesse, les hommes ressentaient un besoin de liberté sociale et de justice dont la droite les avaient privés.

[1.1.1] Friedrich Engels.

Friedrich Engels, né à Barmen (aujourd'hui une partie de Wuppertal), 28 novembre 1820 - décédé à Londres, 5 août 1895, fut un philosophe et théoricien socialiste allemand, grand ami de Karl Marx.



En 1844 à la première rencontre avec Karl Marx à Paris, ils découvrent qu'ils partagent les mêmes idées et décident de collaborer étroitement. Après que Marx ait été expulsé de France, ils s'installent en Belgique, où la liberté d'expression est plus grande que dans d'autres pays d'Europe.

A Bruxelles en janvier 1846, où ils fondent **le Comité de Correspondance Communiste**. Le but est d'unifier les socialistes des différentes parties de l'Europe. Influencé par les conceptions de Marx, **la Ligue des justes**, organisation socialiste, se transforme en **Ligue des communistes**. Sur demande de la Ligue des communistes, Marx commence en 1847 à rédiger un pamphlet basé entre autres sur les **Principes du Communisme d'Engels**. Cet ouvrage, est écrit de manière à rendre les principes communistes

accessibles à tous. Il est intitulé **Manifeste du Parti communiste**, et publié anonymement en février 1848.

[2] Zinoviev, grande figure du bolchévisme.

Grigoriy Evseïevitch Zinoviev de son vrai nom Ovsel Gershon Aronov Radomyslsky aussi connu sous le nom d'Hirsch Apfelbaum, est un révolutionnaire bolchevique.



Il est né le 23 septembre 1883 de parents juifs, journaliers agricoles. Il est mort le 25 août 1936.

Autodidacte, Zinoviev milite, d'abord, dans le sud de la Russie. Émigré en 1902, il rencontre en Suisse Lénine ce dernier le pousse à entrer au parti bolchevique, ce qu'il fait l'année suivante. Il joue un rôle important dans l'organisation du PCUS, (Parti Communiste de l'Union Soviétique), à Saint-Pétersbourg. Après l'échec de la révolution de 1905, son activité principale se concentre dans le journalisme et les publications du parti.

Poursuivi par la police, il quitte la Russie de 1908 à 1917. Il est élu au comité central en 1907 à Londres. Il rejoint Lénine à Genève l'année suivante pour devenir son bras droit jusqu'en 1912, Président du Soviet de Petrograd en décembre, il tient fermement les rênes de cette organisation, la plus importante du pays. Il dirige, aussi, depuis 1919, à sa création, le Comité exécutif de l'Internationale communiste (Komintern) où son influence sera importante dans l'évolution des partis communistes européens, notamment en France.

Le meurtre de Kirov le 1er décembre 1934 marque le début des Grandes Purges de Staline. Zinoviev, Kamenev et leurs associés les plus proches sont accusés du forfait. Ils sont expulsés du Parti communiste et arrêtés en décembre 1934. Ils passent en jugement en janvier de l'année suivante. On les contraint à admettre leur «**complicité morale**» dans l'assassinat de Kirov. Zinoviev est condamné à 10 ans de prison et ses partisans à différentes peines d'emprisonnement. En août 1936, après des mois de préparation minutieuse dans les prisons de la police secrète soviétique, Zinoviev, Kamenev et quatorze autres, essentiellement des Vieux Bolcheviques, se retrouvèrent à nouveau devant le tribunal. Cette fois on les accuse d'avoir formé une organisation terroriste dont on suppose qu'elle est responsable de l'assassinat de Kirov et de tentative d'assassinat contre Staline et contre d'autres chefs du gouvernement soviétique. Le procès conduisit à la condamnation à mort des accusés, dont Zinoviev et Kamenev, exécutés aussitôt après la sentence, le 25 août 1936.

[3] Le congrès de Tour.

Le congrès de Tours est le 18ème congrès national de la Section Française de l'Internationale ouvrière (SFIO) du 25 décembre 1920 au cours duquel fut créée la Section Française de l'Internationale communiste (SFIC, futur Parti communiste Français — PCF), c'est la scission.

Durant le congrès, la SFIO se divisa en trois camps.

* Le premier, majoritaire, rassemblait les partisans de l'adhésion à la IIIe Internationale communiste, révolutionnaires (qui ne partageaient cependant pas toutes les 21 conditions des

bolchéviques fondateurs, qui de fait ne furent pas votées lors du congrès). Il s'agissait surtout des plus jeunes dirigeants du parti soutenus par un très grand nombre de membres.

* Le second camp, mené par Léon Blum et la majorité des élus, refusait totalement l'adhésion et souhaitait rester au sein de la IIe Internationale.

* Le troisième camp était mené par une minorité acceptant l'adhésion, mais seulement sous certaines conditions. Ceux-ci, ne pouvant mettre en avant leurs revendications, se regroupèrent avec le second camp.

La SFIO se sépara donc en deux, d'une part la « Section Française de l'Internationale communiste » (SFIC, futur PCF), majoritaire à Tours (3208 voix), et d'autre part la SFIO, minoritaire (1022 voix). Cette scission fut suivie par celle de la CGT en 1921, avec la formation de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU), de tendance communiste.

[4] L'Affaire Staviski.

Le 9 janvier 1934, les Français apprennent la mort par balle du financier Alexandre Stavisky, juif d'origine Russe, dans un chalet de Chamonix «**Le vieux logis**». Suicide ou assassinat, la disparition brutale de Stavisky secoue la troisième République. Sa mort est selon toutes apparences consécutive à un suicide mais très rapidement, l'opinion publique soupçonne des hommes politiques de premier rang de l'avoir fait assassiner pour le faire taire.

L'affaire éclate le 29 septembre 1933 à Bayonne. Des irrégularités financières sont découvertes au Crédit Municipal. La France est à cette période touchée de plein fouet par la **crise économique mondiale née suite au célèbre krach de 1929**.



Alexandre Staviski.

La méthode d'Alexandre Stavisky est simple. S'enrichir sur le dos du Crédit Municipal en faisant ouvrir par des maires complices qui émettent des bons gagés sur la valeur des dépôts, négociables par les banques. Le problème, c'est que les bons en question étaient souvent engagés sur de faux bijoux, ou pire, sur des dépôts inexistants. Grâce à ses habituelles complicités, Stavisky a fait émettre à Bayonne des bons de caisse pour une valeur de 235 millions de Francs. Mais ceux-ci ne sont couverts qu'à hauteur de 20 millions par des dépôts de bijoux et autres valeurs pour couvrir la garantie.

À la fin de 1933, la France est en crise, crise économique venue d'Outre-Atlantique, qui ronge le tissu social du pays, mais aussi crise politique, conséquence d'un système parlementaire facteur d'instabilité ministérielle, crise morale révélée par les multiples scandales qui éclaboussent régulièrement la classe politique de la IIIe République, crise de civilisation, enfin, à l'heure **où les démocraties et les totalitarismes se font concurrence pour le contrôle des masses**, et où technique et consommation **assoient de plus en plus le règne de l'argent au détriment des cultures et des personnes**.

D'une banale affaire d'escroquerie, «**l'Affaire Stavisky**» devient un scandale politico-financier qui touche tous les milieux de la république établie, en particulier **le parti radical et la franc-maçonnerie**, à cette époque très présente dans la vie politique du régime **et souvent considérée comme son soutien et son inspiratrice**. Léon Daudet, dans son article quotidien de L'Action Française, «**exécute**» les «**voleurs**», au fil d'une plume plongée dans le vitriol. Le polémiste, jadis lui-même député de Paris, dénonce les mauvaises mœurs parlementaires de la IIIe République et les pratiques policières de celle-ci. Pour définir les politiciens et magistrats touchés par le scandale, il évoque une «**bande de traîtres, de voleurs, d'assassins**» qu'il s'agit de poursuivre jusque dans «**la caverne des brigands**», **c'est-à-dire le Palais-Bourbon**.

Le gouvernement a essayé de noyer l'affaire mais il comptait sans l'AF, l'Action Française royaliste, et les Camelots, les ligues populistes de droite et les communistes dénonçant la décadence de la troisième République.



Dès le 9 janvier, la Chambre est assiégée par le peuple de Paris mené par les Camelots. Tous les jours, les manifestants sont plus nombreux que la veille et la police de plus en plus nerveuse n'arrive pas à avoir le dessus. Le 27 janvier, le ministère Chautemps s'effondre dans la boue et le sang. L'indignation populaire entraîne la chute du gouvernement radical-socialiste. Daladier lui succède, Chiappe est chassé de la Préfecture de Police et remplacé par Bonnefoy Sibour. Le 6 février, le ministère Daladier se présente devant la Chambre. Les patriotes se massent place de la Concorde, aux Champs-Élysées, aux Invalides, au quartier Latin, à l'Hôtel de Ville. Les Camelots du Roi sont partout, il y a aussi les J.P, (Les Jeunesses patriotes), les Croix de Feu, la

Solidarité Française, les associations d'anciens combattants. Au total 30.000 manifestants criant «**A bas les voleurs !**». La foule, **dont certains manifestants sont armés**, menace le pont de la Concorde. Les cavaliers de la Garde chargent mais doivent faire demi-tour, la police à pied prend leur place, les manifestants qu'elle peut entraîner et arrêter sont frappés à coups de matraque, blessés et couverts de sang. La foule arrête un bus et le brûle, les pompiers arrivent et dirigent leurs jets contre la foule qui s'empare des lances et les retourne alors contre eux. Le barrage du pont va être emporté, **alors sans aucune sommation**, les fusils-mitrailleurs se mettent à crépiter, **des hommes tombent**, la foule continue à avancer. Une charge de cavalerie l'arrête, **aucun coup de feu n'est parti des manifestants**. Jusqu'à une heure avancée de la nuit, les charges se succèdent, comme les coups de feu.

Seize manifestants et un policier sont tués. On compte un millier de blessés.

La gauche parlementaire dénonce dans la manifestation du 6 février une tentative de coup d'État fasciste. Elle appelle au rassemblement des forces progressistes. Trois jours plus tard, une contre-manifestation à laquelle participent les socialistes et les communistes dégénère à son tour et fait **15 morts et 1500 blessés**.

DOSSIER 11 ET 12 - DU FRONT POPULAIRE A LA SECONDE GUERRE MONDIALE.

On ne peut détacher la Franc-maçonnerie de l'histoire puisqu'elle est cultivée dans les obédiences par les échanges sur les évolutions politiques et sociales, elle est le reflet des tendances cléricales, libérales ou gauchisantes.

Du 19 au 23 octobre 1921 se tient à Genève un congrès maçonnique international. La Grande Loge de France et Le Grand Orient de France signent ensemble la déclaration des principes du Congrès Maçonnique International de Genève. Cette déclaration est la suivante :

«La Franc-maçonnerie, institution traditionnelle philosophique et progressive, basée sur l'acceptation du principe que tous les hommes sur terre sont frères, a pour but la recherche de la vérité, l'étude et la pratique de la morale et de la solidarité. Elle travaille à l'amélioration matérielle et morale ainsi qu'au perfectionnement intellectuel et social de l'humanité. Elle a pour principes la tolérance mutuelle, le respect des autres et de soi-même, la liberté de conscience. Elle a pour devoir d'étendre à tous les membres de l'humanité les liens fraternels qui unissent les franc-maçons sur toute la surface du globe. La Franc-maçonnerie considérant le travail comme un devoir de l'homme, honore également le travail manuel et le travail intellectuel. Elle forme donc une association d'hommes probes libres et dévoués, qui, liés par des sentiments de liberté, d'égalité, et de fraternité, travaillent individuellement et en commun au progrès social, exerçant ainsi la bienfaisance dans le sens le plus élevé».

On ne peut qu'être d'accord avec cette déclaration, mais pourquoi tant de mystère sur ce qui se passe dans les Obédiences ? Pourquoi faut-il le secret des réunions, pourquoi faut-il être initié, autant de questions qui montrent qu'elle n'est pas devenue majeure. S'entourer de secret s'est donner des arguments à ceux qui sont contre et toutes déclarations si solennelles soient-elles ne changeront rien quand au fait qu'elle est accusée de secte même si elle œuvre pour le bien de l'humanité, ce qu'elle prétend.

La montée des périls fascistes concrétisés par les émeutes du 06 février 1934 en suite à l'Affaire Staviski, est pour la gauche l'occasion de vives réactions qui se traduisent aussi bien par une recherche de l'union des socialistes et des communistes, que par de nouveaux espoirs.

D'abord, les années 1934 et 1935 sont pour les communistes les années de la réintégration dans la collectivité nationale, mais aussi de l'antifascisme (Comité de vigilance des intellectuels antifascistes ou CVIA). En effet, les émeutes du 6 février, mais aussi la montée de l'extrême droite en France poussent les communistes à signer un pacte d'unité d'action avec les socialistes en juillet 1935. En 1935 également, la CGTU (Confédération Générale du Travail Unitaire), qui avait fait scission avec la CGT peu après le congrès de Tours, est réintégrée à la CGT.

En 1935 s'effacent alors quelques uns des dommages créés par la scission de décembre 1920. On assiste donc à un rapprochement des socialistes et des communistes, mais qui ne se justifie pas seulement, pour les communistes en tous cas, par la menace de l'extrême droite. En effet, il y a, à partir de 1933 et 1934, un changement de la ligne politique de la IIIe Internationale, face à l'arrivée d'Hitler au pouvoir, mais aussi face à celle de Mussolini. Le parti communiste doit alors sortir de son isolement et de la logique de révolution, afin de rallier à lui le plus de sympathisants

possible, et barrer la route aux mouvements d'extrême droite. Servi par la crise de 1929, qui touche la France à partir de 1931 et 1932, le PCF se fait le défenseur des «**petites gens**», victimes **de la crise et de la paupérisation ambiante**.

De plus, **Thorez [1]**, premier secrétaire du PCF, opère un tournant nationaliste, et exalte désormais **la Marseillaise**. Désormais, **socialistes et communistes marchent ensemble**. Mais ce rapprochement se vit essentiellement au niveau des dirigeants de la gauche. Les militants, eux, se trouvent solidaires les uns des autres, socialistes, communistes, trotskistes ou anarchistes, face à la matérialisation de la lutte contre le fascisme, et la guerre d'Espagne.

Des sympathisants de toutes les mouvances de gauche, des sociaux-démocrates aux anarchistes, rejoignent les rangs des milices du POUM (le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste organisation révolutionnaire Espagnole créée en 1935, dissoute en 1937 qui a qui a participé à la guerre d'Espagne contre Franco), de la CNT (Confédération Nationale du Travail organisation anarcho-syndicaliste fondée en 1910, qui devient le principal syndicat ouvrier Espagnol) ou plus tard des Brigades internationales. La guerre civile espagnole a de lourdes conséquences psychologiques sur les militants, qui prennent alors conscience des dangers réels du fascisme, mais aussi de l'espoir que suscite une possible victoire. Espoir au sud des Pyrénées, mais aussi au nord, avec la victoire du Front Populaire.

Les élections législatives de 1936 voient la victoire du Front populaire et débouchent sur le premier gouvernement à dominante socialiste de la IIIe République. **Léon Blum [2]** nommé par le président de la république **Albert Lebrun [3]** le 01 juin 1936 devient président du Conseil. Le gouvernement est composé seulement de socialistes et de radicaux, les communistes le soutenant de l'extérieur. **Ce gouvernement de Front populaire est également le premier à comprendre des femmes, alors qu'à cette époque elles ne peuvent pas encore voter en France**. Plusieurs personnalités sont issues du socialisme municipal. Il comprend des francs-maçons comme **Paul Ramadier [4]**, **Camille Chautemps [5]**, **Maurice Violette [6]**, **Jean Zay [7]**.

Le Front populaire entre en fonction en succédant à celui de **Laval [8]** et doit faire face à une grève spontanée qui a commencé avant la formation du gouvernement. Cette grève s'étale de mai à juin 1936. Elle démarre dans les usines d'aviation du Havre. Le 11 mai, 600 ouvriers et 250 employés des usines Breguet arrêtent le travail pour demander la réintégration de deux militants licenciés pour avoir fait grève le 1er mai. L'usine est occupée et les tentatives de la police de déloger les grévistes échouent, les dockers se solidarisant des grévistes. En deux jours, ces derniers obtiennent satisfaction. Le 13 mai, c'est au tour des usines Latécoère, à Toulouse, puis le 14 à celles de Bloch, à Courbevoie, d'être occupées. Le 24 mai le rassemblement en souvenir de la Commune de Paris rassemble 600 000 participants, brandissant des drapeaux rouges et chantant des hymnes révolutionnaires. Le lendemain, de nombreuses grèves débutent en région parisienne, elles obtiennent généralement rapidement satisfaction.

Pour la première fois également les entreprises sont occupées par les grévistes, qui organisent des comités de grève. On compte 12 000 grèves, dont 9 000 avec occupation, entraînant environ 2 millions de grévistes, des bals populaires sont donnés dans les usines et les Grands magasins ce qui fait dire à Simone Veil, (que l'on ne présente plus), que ce sont de véritables grèves de la joie, mais elles témoignent de la situation économique de la France de 1936.

Les accords de Matignon [9] entre le gouvernement, le patronat, et les syndicats dont la CGT, et le PCF engage tout son poids pour que les grévistes retournent le plus vite possible au travail. Ces accords sont annoncés par **Roger Salengro [10]** ministre de l'intérieur du Front populaire du gouvernement de Léon Blum. Cet engagement, resté célèbre par la phrase de Maurice Thorez «**il faut savoir terminer une grève**», traduit une volonté d'apaisement du climat social en France de la part de tous les dirigeants de la gauche, communistes compris

[1] Thorez.

Maurice Thorez, né à Noyelles-Godault, Pas-de-Calais, le 28 avril 1900 et décédé en mer Noire, le 11 juillet 1964, a été secrétaire général du PCF de 1930 à 1964, ministre de la fonction publique de 1945 à 1947 et vice-président du conseil en 1947.

L'irrésistible ascension d'un jeune ouvrier communiste de 1924 à 1930.



Timbre soviétique à l'effigie de Maurice Thorez en 1965.

Au sein du jeune parti communiste, secrétaire à la propagande de son département en janvier 1923, il devient permanent au printemps de la même année. Il fait partie de ces jeunes ouvriers que le parti voudrait former et promouvoir à des postes de responsabilité. Après plusieurs voyages à Moscou pour suivre des cours de Marxisme, Maurice Thorez impressionne également les militants du Pas-de-Calais qui le délègue au congrès national de Lyon, en janvier 1924 où il est élu suppléant du Comité directeur.

En février 1926, au 6^e plénum de l'Internationale, à Moscou, il obtient la confiance de Staline, Thorez est confirmé au bureau politique, parmi 12 autres membres dont le secrétaire en titre, Pierre Sémard. Thorez,

qui reste secrétaire à l'organisation est naturellement l'un des hommes forts de cette équipe. Le 22 avril 1927, le ministre de l'Intérieur avait annoncé à Alger «**le communisme voilà l'ennemi**». Thorez avait déjà été condamné à des amendes à cause de son action contre la guerre du Maroc. Le 30 juillet, des inspecteurs de police essaient de l'interpeler devant le siège du PC, rue Lafayette, mais il réussit à s'enfuir et passe dans la clandestinité. En 1928, Maurice Thorez est l'un des principaux dirigeants du Parti communiste, il souhaite s'ancrer dans une circonscription et son choix se porte sur Ivry-sur-Seine, une commune de la banlieue rouge, où il se présente comme député, mais sans pouvoir faire campagne, car il est toujours clandestin. Son résultat est honorable, mais il est battu, comme la plupart des candidats communistes qui paient ainsi l'isolement qui résulte de la ligne «**classe contre classe**».

L'équipe dirigeante communiste, jeune, issue de la classe ouvrière, est formée de révolutionnaires professionnels, bénéficiant d'une solide expérience des affrontements avec la police, de la clandestinité, mais sachant également jouer des moyens légaux, par exemple les mandats de députés pour bénéficier de l'immunité parlementaire. Ces dirigeants sélectionnés avec «clairvoyance» extrêmement brillants au départ, ont reçu en outre une solide formation théorique au gré de leurs passages à Moscou.

L'annonce du Pacte germano-soviétique, le 23 août 1939, et la déclaration de guerre, le 3 septembre, vont complètement bouleverser la situation du parti communiste. Il semble que Thorez, en vacances dans les Alpes, n'ait pas été mis au courant de la signature du pacte. À Paris, l'Humanité est saisie dès le 25 août 1939. Le 1er septembre, le groupe parlementaire communiste réuni sous la présidence de Thorez décide de voter les crédits de guerre pour réagir à l'agression Allemande contre la Pologne. Le 3 septembre 1939, Thorez répond à l'ordre de mobilisation et rejoint son régiment à Arras. Les hommes étaient en effet mobilisables jusqu'à quarante ans

[2] Léon Blum.



Léon Blum (9 avril 1872 - 30 mars 1950) est un homme politique socialiste. Il fut l'un des dirigeants de la Section Française de l'Internationale Ouvrière, SFIO, et président du conseil, c'est-à-dire chef du gouvernement Français, à trois reprises, en 1936-1937, en 1938 et en 1946. Il a marqué l'histoire politique Française pour avoir refusé l'adhésion à la IIIe Internationale communiste en 1920, et pour avoir été le président du Conseil du Front populaire en 1936.

Il a refusé d'aider militairement les républicains Espagnols, pendant la guerre civile en Espagne, ce qui a entraîné le retrait des communistes du Front Populaire qui était composé à la base du Parti communiste, de la SFIO, des radicaux et de Divers gauche. En juin 1937, Léon Blum démissionne du poste de président du conseil. Ses réformes auront représenté de grandes avancées sociales (congés payés, semaine de 40 heures, établissement des Conventions collectives, femmes au gouvernement, (elles n'avaient pas le droit de vote).

Élève du lycée Henri-IV, il y rencontre l'écrivain André Gide et publie ses premiers poèmes à l'âge de 17 ans dans un journal créé avec celui-ci. Il est admis en 1890 à l'École normale supérieure. Mais, il se désintéresse des cours et est exclu de Normale Sup à la fin de sa première année, ayant échoué à l'examen de la licence un échec entraînait alors l'exclusion de l'École.

Il hésite alors entre le droit et la littérature, et entreprend finalement les deux à l'université de Paris, en visant une carrière de fonctionnaire. Il fut licencié ès lettres en 1891 et en droit en 1894. Léon Blum est reçu à sa deuxième présentation du concours du Conseil d'État à l'âge de 23 ans et nommé auditeur au Conseil d'État en décembre 1895. Il y fera une brillante carrière de près de 25 ans, seulement interrompue par ses fonctions de chef de cabinet de Marcel Sembat, ministre socialiste des Travaux publics en 1916 dans le Cabinet Viviani. Il respectait la religion juive de ses pères, il se sentait juif et Français car il pensait que l'un n'empêchait pas l'autre, et, par la suite, s'engagea dans beaucoup de mouvements sionistes après la guerre.

Léon Blum se lance réellement en politique durant l'affaire Dreyfus de 1894 à 1906, y jouant un rôle actif dans la coordination des «intellectuels». Dès lors, son action militante à la SFIO commence vraiment. C'est en compagnie de Jaurès qu'il participe à la fondation de L'Humanité en 1904. Dans la guerre d'Espagne, Léon Blum fut empêché d'intervenir ouvertement par l'opposition

des radicaux et du Royaume-Uni, principal allié de la France. Il dut choisir, contre l'avis des communistes, la non-intervention.

On peut noter que les rapports avec l'Italie furent beaucoup plus difficiles qu'avec l'Allemagne. Sur le plan intérieur, le gouvernement Blum parvint à résoudre la crise sociale. Mais dès l'été 1936, il dut faire face à diverses difficultés, parmi lesquelles la dévaluation du franc à cause de la situation monétaire et la politique financière en général, qui transformèrent l'inquiétude de la droite en opposition résolue.

Lors de la signature des accords de Munich, fin septembre 1938, Léon Blum n'exerçait aucune fonction gouvernementale. Il était président du groupe SFIO à la chambre des Députés et principal éditorialiste du journal **Le Populaire**. Son attitude a longtemps été controversée, il est tantôt qualifié de munichois, tantôt d'antimunichois. Il apparaît aujourd'hui comme acquis qu'étant intimement opposé aux accords. Néanmoins, peu de temps après, il se ravise et plus rien n'entravera ses positions de fermeté face aux fascismes, et dans la poursuite de son combat pour le réarmement de la France, au prix de la division de son propre parti.

A la Seconde Guerre mondiale Blum condamna **l'attitude du PCF face au pacte germano-soviétique**, attitude qui provoqua le départ d'un certain nombre de communistes qui se tournèrent vers la SFIO, avec l'aval de Léon Blum, mais contre l'avis d'autres socialistes. Léon Blum se mit aussi à dos une partie des socialistes en particulier à cause de ses positions non pacifistes.

Durant le vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain 10 juillet 1940, **Léon Blum fit partie des quatre-vingts parlementaires de l'Assemblée nationale qui votèrent contre**. À ce moment, une partie des dirigeants de la SFIO était déjà en Angleterre.

[3] Albert Lebrun.

Albert Lebrun, né le 29 août 1871 à Mercy-le-Haut (Meurthe-et-Moselle) et mort le 6 mars 1950 à Paris (XVI^e), est un homme d'État et président de la République Française, **c'est un monument de la troisième République.**



Le président Albert Lebrun dans la cour de la Sorbonne à l'occasion de l'Exposition de 1937.

Brillant élève, il récolte de nombreux prix et entre à l'École polytechnique (Promotion X 1890), dont il sort premier, avant d'entrer au corps des Mines et de sortir également premier de l'École des mines en 1896.

Membre de l'Alliance républicaine démocratique, souvent classé à tort comme appartenant à la gauche démocratique, Albert Lebrun est un modéré du centre puis de droite, ouvert aux revendications sociales mais inquiet des menées révolutionnaires. Catholique pratiquant, il vote **contre la loi sur les associations de 1901, mais pour la loi de séparation de l'Église et de l'État**, et s'oppose à ses mesures les plus répressives.

Le 10 mai 1932, après l'assassinat de Paul Doumer, il est élu président de la République, et réélu le 5 avril 1939. En 1936, opposé au Front populaire, il accepte néanmoins, après avoir tenté de l'éviter, de nommer le chef de la majorité, Léon Blum, à la présidence du Conseil et signe «**la mort dans l'âme**», comme il le dit, les grands textes de cette majorité politique, sans se priver régulièrement de faire des remontrances au Gouvernement et à ses ministres sur la politique conduite.

En mai 1940, avec Paul Reynaud, il est partisan du départ pour l'Afrique du Nord et est opposé à l'armistice. Il est cependant conduit, **devant le courant majoritaire, à appeler le maréchal Pétain à la présidence du Conseil et le met en garde, en vain, contre l'influence néfaste de Pierre Laval.**

Il refuse de démissionner, obligeant ainsi Pétain à le contourner par le vote des pleins pouvoirs, qui l'écarte de fait du pouvoir. Il se retire alors à Vizille (Isère) chez son gendre, Jean Freysselinard. Placé en résidence surveillée par les Italiens, **ces derniers**, au moment de quitter la région, lui conseillent sans succès de partir car les Allemands vont venir les remplacer. Contacté par la Résistance pour une exfiltration en Algérie, peut-être parce que Roosevelt voulait le remettre en fonction comme président pour écarter le général de Gaulle qu'il n'aimait pas, Lebrun refusa. Mais Hitler préféra le faire enlever par la Gestapo avec André François-Poncet, envoyé en Autriche de septembre à octobre 1943, il y retrouve de nombreux hommes politiques également pris en otage.

Lorsque sa santé se dégrade, il est renvoyé en France. Le mandat de président de la République d'Albert Lebrun finissait le 5 avril 1946. Le général de Gaulle le reçoit le 13 octobre 1944. D'après

le récit que de Gaulle en fait dans ses **Mémoires de guerre**, durant l'entrevue, le président Lebrun lui indique son approbation,

«J'ai toujours été, je suis en plein accord avec ce que vous faites. sans vous, tout était perdu. Grâce à vous tout peut être sauvé. Personnellement, je ne saurais me manifester d'aucune manière, sauf toutefois par cette visite que je vous prie de faire publier. il est vrai que, formellement, je n'ai jamais donné ma démission. à qui d'ailleurs, l'aurais-je remise, puisqu'il n'existait plus d'assemblée nationale qualifiée pour me remplacer ? Mais je tiens à vous attester que je vous suis tout acquis.»

Suit un échange de points de vues sur les événements de 1940 au cours duquel le président formule ses profonds regrets d'avoir nommé le maréchal Pétain président du Conseil, le 16 juin, à la suite de la démission de Reynaud, indiquant que ce qui avait emporté sa décision (comme celle et de la majorité du Conseil des ministres) fut la position catégorique de **Weygand concernant la demande d'armistice**, alors que de son point de vue et de celui de quelques autres (Reynaud, Jeanneney, Herriot, Mandel et de Gaulle) **la poursuite de la lutte aurait été possible depuis l'Afrique du Nord et l'Empire**. Il déclare à ce sujet,

«Ah ! Quel malheur quand, dans l'extrême péril, ce sont les généraux qui se refusent à combattre !».

Le général prend congé en remerciant le président Lebrun. Il commente cet entretien ainsi, « **au fond, comme chef de l'état, deux choses lui avaient manqué, qu'il fut un chef, qu'il y eut un état**».

Cette dernière citation est à replacer dans le contexte des institutions de la Troisième République, **le président de la République n'avait alors qu'un pouvoir limité**, le pouvoir exécutif étant détenu par le président du Conseil, et dans celui de la période d'effondrement de l'État, de juin 1940, ainsi de ce que l'on sait de la politique du général de Gaulle concernant les pouvoirs présidentiels et les institutions de la République. Il est témoin au procès de Pétain (23 juillet-15 août 1945).

LES AUTRES PERSONNALITES ET LES ACCORDS DE MATIGNON.

Ce ne sont pas des biographies, mais des données qui précisent l'action des personnes citées au dossier précédent afin de mieux comprendre le front populaire de 1936.

[4] Paul Ramadier.

Il est initié Franc-maçon, en 1913, à la Loge «**La Parfaite Union**», Rodez, et maire de Decazeville de 1919 à 1959.



Paul Ramadier est né à La Rochelle le 17 mars 1888 et mort à Rodez le 14 octobre 1961. Homme politique avocat, docteur en droit romain, défenseur des coopératives. Il est militant socialiste dès 1904 et député socialiste de l'Aveyron de 1928 à 1940, de 1945 à 1951 et de 1956 à 1958.

Favorable à la participation des socialistes au pouvoir, il quitte la SFIO pour rejoindre l'Union Socialiste Républicaine. Il fait partie du gouvernement Léon Blum en 1936 comme sous-secrétaire d'État (mines, électricité et combustibles liquides) puis du gouvernement Camille Chautemps comme sous-secrétaire d'État aux Travaux publics. Il est ministre du Travail de janvier à août 1938 dans le cabinet Édouard Daladier. Il démissionne quand celui-ci remet en cause la semaine de 40 heures.

Il refuse avec véhémence les pleins pouvoirs à Pétain en juillet 1940 (voir: Liste des 80 parlementaires ayant voté contre les pleins pouvoirs à Philippe Pétain le 10 juillet 1940, [ici](#)), et participe à la Résistance. Son action en faveur des Juifs lui vaut de voir son nom inscrit sur la liste des Justes parmi les Nations à Yad Vashem. Il rejoint de nouveau la S.F.I.O. pendant l'Occupation. À la Libération, il est ministre du Ravitaillement de novembre 1944 à mai 1945, gouvernement de Gaulle, et se voit surnommé «Ramadan» ou «Ramadiète», bien qu'il donne l'exemple en travaillant dans un bureau non chauffé. Il occupe le ministère de la Justice en décembre 1946-janvier 1947, ministère Léon Blum. Il est, en 1947, le premier président du conseil après l'adoption de la Constitution de la IV^e République. Il est ministre de la Défense en 1948-49, gouvernement Henri Queuille, et des Affaires économiques et financières en 1956-1957, gouvernement Guy Mollet. C'est un grand socialiste. Il participe en mai 1948 au Congrès de La Haye.

Sous le Front populaire, il fait adopter d'importantes lois sociales. Il prépare notamment une loi sur les accidents du travail, la retraite et les 40 heures. Confronté à d'énormes difficultés dans tous les domaines comme chef de gouvernement, véritable bourreau de travail, il écarte les communistes de son gouvernement mettant ainsi fin au tripartisme (P.C., S.F.I.O., M.R.P.), fait voter le statut de l'Algérie et l'adhésion de la France au Plan Marshall.

[5] Camille Chautemps.

Il est initié franc-maçon le 8 décembre 1906 aux Démophiles (Grand Orient de France) à Tours. Il sera accusé par l'extrême-droite d'être un instrument de la maçonnerie et présenté comme étant un haut grade suite à une erreur de l'abbé tourmentin qui le désigne comme un 32° du Rite écossais. Il faut se rappeler qu'à cette époque l'antisémitisme était encore très fort, les suites de l'affaire Dreyfus.



Camille Chautemps, né à Paris le 1er février 1885 et mort à Washington le 1er juillet 1963, est un homme politique.

Il est combattant volontaire à la première guerre mondiale. Il entre au conseil municipal de Tours en 1912. Élu député radical-socialiste en 1919 (sur l'aile droite du parti), maire de Tours de 1919 à 1925, plusieurs fois ministre (1924 à 1926), il devient Président du Conseil de la Troisième République en 1930, et de novembre 1933 à janvier 1934. Il démissionne de la présidence du conseil après l'affaire Stavisky.

Il est ministre d'État du Front populaire, puis succède à Léon Blum de juin 1937 à mars 1938 à la tête du gouvernement. À partir de 1938, tentant de poursuivre l'expérience du Front Populaire, **il procède à la nationalisation des chemins de fer et à la création de la SNCF**. Il se retire peu avant l'Anschluss, (nom donné à l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie). Il est vice-président du Conseil des

Gouvernements Édouard Daladier, puis du gouvernement Paul Reynaud, et du gouvernement de Philippe Pétain jusqu'au 12 juillet 1940. En novembre 1940, chargé d'une mission officieuse, il part pour Washington et choisit d'y demeurer jusqu'en 1944, date à laquelle il gagne l'Afrique du Nord.

[6] Maurice Viollette.

C'est un franc-maçon très actif dans la franc-maçonnerie. Initié en mars 1893 à la loge «**Bienfaisance et Progrès**», il a plus tard été élu au Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France.



Maurice Gabriel Viollette est un homme d'État, né le 3 septembre 1870 à Janville (Eure-et-Loir) et mort le 9 septembre 1960 à Dreux.

Candidat aux législatives de 1902 à Dreux, et élu député radical d'Eure-et-Loir, et constamment réélu jusqu'en 1919. Membre de la Ligue des droits de l'homme, il retrouve son siège au Palais-Bourbon en 1924 (radical puis dès 1928 républicain socialiste). Il est sénateur de 1930 à 1939. Après la guerre, il siège aux deux Assemblées nationales constituantes comme radical puis comme UDSR. Élu UDSR à l'Assemblée nationale en 1946, il est inscrit au groupe républicain radical et radical-socialiste de 1951 à 1955.

Maire de Dreux de 1908 à 1959, il est ministre du Ravitaillement en 1917, gouverneur général de l'Algérie de 1925 à 1927, puis ministre d'État sous le Front populaire de 1936 à 1938. Partisan des réformes dans l'Empire colonial, il est l'auteur du projet **Blum-Viollette** qui prévoyait d'accorder la citoyenneté Française et le droit de vote aux élites algériennes. Révoqué et arrêté par Vichy, il est réélu à la Libération et reste député jusqu'en 1955 ainsi que maire de Dreux et président du conseil général d'Eure-et-Loir jusqu'à sa mort en 1960, à 90 ans.

[7] Jean Zay.

Jean Zay est un homme politique né à Orléans, Loiret, le 6 août 1904 et mort assassiné par des miliciens à Molles, Allier, le 20 juin 1944.



Il a été ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-arts de 1936 à 1939.

«**Les hommes qui ne rêvent point la nuit perdent un tiers de leur existence**».

Jean Zay s'engage très tôt en politique. Dès ses études secondaires, il adhère aux Jeunesses laïques et républicaines, puis, à sa majorité, 21 ans, s'inscrit au Parti radical. Il constitue l'un des piliers des «Jeunes Turcs», ces membres du parti qui souhaitent en réformer profondément la doctrine. Il fréquente les cercles républicains, devient membre de la

Ligue des Droits de l'Homme, responsable de la Ligue de l'enseignement et **se fait initier à la loge maçonnique Étienne Dolet en 1926**. Malgré son état de santé déficient, il demande à être intégré dans une unité combattante. Son courage et son dévouement, au sein de la IV^e armée, sont attestés par ses chefs militaires, «volontaire pour les missions les plus périlleuses et les plus délicates ». Sous-lieutenant rattaché à l'État-major de la IV^e armée, il séjourne en Lorraine

pendant la «Drôle de guerre 39-40». Mobilisé à Bordeaux, il quitte son régiment pour assister le 19 juin 1940 à la dernière session du parlement qui s'est replié avec le gouvernement dans cette ville et qui débat de la question d'un abandon de la métropole aux troupes Allemandes et d'un transfert du gouvernement Français en Afrique du Nord.

Aucune décision ne fut prise, mais le même jour, en fin d'après-midi, Camille Chautemps, vice-président du Conseil, les présidents des deux chambres et vingt-sept parlementaires embarquent à Port-Vendres à bord du Massilia le 21 juin. Arrivés à Casablanca au Maroc, plusieurs jours plus tard en raison d'une grève de l'équipage, puis de l'attente d'une demande d'asile au gouvernement britannique, les passagers du Massilia sont d'abord consignés par le résident dans un grand hôtel, et quatre d'entre eux seront arrêtés pour désertion en présence de l'ennemi.

Renvoyé en métropole, Jean Zay est interné le 20 août à la prison militaire de Clermont-Ferrand. Dénoncé pendant des mois par une violente campagne de presse, orchestrée par Philippe Henriot, ministre de l'Information du gouvernement à Vichy, qui réclame la condamnation à mort du «Juif Jean Zay» **comme Juif, franc-maçon, antimunichois, antihitlérien et ministre du Front populaire**. Le 4 octobre 1940, le tribunal militaire permanent de la 13e division militaire, siégeant à Clermont-Ferrand, le condamne comme officier pour désertion en présence de l'ennemi à la déportation à vie et à la dégradation militaire. Le 20 juin 1944, des miliciens de Joseph Darnand viennent le chercher à la prison, sous le prétexte d'un transfert à la prison de Melun, lui laissent entendre ensuite qu'ils sont des résistants déguisés qui ont pour mission de lui faire rejoindre le maquis, et l'assassinent dans un bois, près d'une carrière abandonnée, au lieu-dit «Les Malavaux», à Molles, dans l'Allier. Les tueurs le déshabillent, lui ôtent son alliance, le fusillent, jettent la dépouille dans un puits et y lancent quelques grenades de manière à ce qu'il ne puisse pas être identifié.

Le 22 septembre 1945, son corps et ceux de deux autres personnes sont retrouvés, enfouis sous un tas de pierres, par des chasseurs de Molles et de Cusset, et enterrés sur ordre de la municipalité de Cusset dans une même fosse du cimetière communal. Faisant le rapprochement entre le cadavre et la disparition de Jean Zay, les enquêteurs retrouvent l'identité du milicien qui a signé le registre de levée d'écrou, Charles Develle, et l'interpellent à Naples, où il s'était réfugié. Exhumés fin 1947, les restes de Jean Zay sont identifiés grâce à sa fiche dentaire et aux mensurations données par son tailleur. Jugé en février 1953, le milicien est condamné à mort par le tribunal militaire de Lyon et fusillé. Jean Zay est inhumé dans le grand cimetière d'Orléans depuis le 15 mai 1948.

[8] Laval.

Pierre Laval, homme politique et d'État, 1883-1945. Pierre Laval est né le 28 juin 1883 à Châteldon dans le Puy-de-Dôme et mort fusillé le 15 octobre 1945 à Fresnes dans le département de la Seine.



Issu d'une famille modeste, il devient avocat à force de travail et d'obstination.

Membre de la SFIO depuis 1905, défendant parfois des syndicalistes de la CGT notamment, devant les tribunaux, Pierre Laval s'affiche comme pacifiste avant la Première Guerre mondiale. Il est même inscrit au fameux «**Carnet B**», la liste de tous les militants de l'extrême-gauche pacifiste que le ministère de l'Intérieur prévoyait initialement d'arrêter en cas de conflit. En 1914, Laval est élu député SFIO d'Aubervilliers, mais fut cependant, en raison de son pacifisme militant, battu aux élections de 1919, qui virent la victoire du Bloc national, très marqué par l'esprit «ancien combattant», alors que lui a été

réformé pendant la Première Guerre mondiale.

Il devient maire d'Aubervilliers en 1923, mandat qu'il devait conserver jusqu'à la Libération. Il garde toujours un fort sentiment pacifiste, entretenu par ses contacts réguliers avec Aristide Briand, avec qui il travaillait à établir de bonnes relations avec l'Allemagne et l'Union Soviétique. Il s'éloigne progressivement de la gauche à mesure que s'accroît sa fortune, et glisse de plus en plus vers la droite parlementaire. Il eut la satisfaction d'être réélu député en 1924, comme socialiste indépendant face à un candidat SFIO auquel il reprochait ses sympathies pour les communistes. En 1925, il devient ministre des travaux publics puis garde des sceaux, justice. À la tête d'un cabinet florissant, jouissant d'une excellente implantation locale, il apparaissait déjà bien davantage comme un opportuniste, avant tout soucieux de sa réussite sociale, que comme un homme de conviction.

En 1927, il est élu Sénateur de la Seine, comme candidat sans étiquette, mais avec le soutien du centre droit et de la droite. Il est plusieurs fois ministre et président du Conseil. En 1931, Laval est élu «**homme de l'année**» par le Time magazine aux États-Unis. Politiquement engagé à gauche, il devient député sous l'étiquette socialiste révolutionnaire.

Il occupe à plusieurs reprises entre 1931 et 1936, la présidence du Conseil et se montre un farouche adversaire **du front Populaire**.

Plusieurs fois président du conseil sous la IIIe République, il est, immédiatement après Philippe Pétain, la personnalité la plus importante du **régime à Vichy** et le principal maître d'œuvre de la politique de collaboration d'État avec l'Allemagne nazie. Ayant puissamment aidé à la fondation de «**l'État Français**», il est vice-président du Conseil et dauphin désigné du maréchal jusqu'à son éviction soudaine le 13 décembre 1940. Il revient au pouvoir avec le titre de chef du gouvernement, du 18 avril 1942 à son départ de Paris le 17 août 1944.

En juin 1940, Pétain le nomme ministre d'État et vice-président du Conseil. C'est lui qui permet à Pétain d'obtenir les pleins pouvoirs qui annoncent la mort de la IIIe République. Puis devient un des principaux acteurs de la collaboration afin de maintenir le rôle de la France dans la nouvelle Europe. Mais son influence grandissante dans le gouvernement à Vichy pousse Pétain à l'écartier en décembre 1940.

La situation économique et sociale de la France se dégrade et Pétain finit par rappeler Pierre Laval en avril 1942. Il accentue la politique de collaboration donnant des gages supplémentaires de bonne volonté. Il laisse l'armée Allemande envahir la Tunisie, nov. 1942, confirme la Milice, janvier 1943, confirme la création du **Service du Travail Obligatoire STO**, fév. 1943, et fait entrer aux gouvernement **des représentants de l'extrême droite**. Après la Libération, il quitte la France mais est arrêté en Autriche. A son procès, il est reconnu coupable de haute trahison, et condamné à mort. Il est exécuté le 15 octobre 1945.

Laval et la fondation du Régime à Vichy, voir ici .

La défaite de 1940 fournit à Laval l'occasion de revenir au pouvoir. Il place son empire de médias au service de Pétain et du gouvernement à Vichy. Le lendemain même de la conclusion de l'armistice du 22 juin 1940 il entre au gouvernement Philippe Pétain. Le 10 juillet 1940, il use également de son influence à l'Assemblée nationale pour faire donner à Pétain les pleins pouvoirs. Deux jours plus tard, le 12 juillet 1940, Laval est appelé par Pétain comme vice-président du Conseil, le maréchal restant à la fois chef de l'État et du gouvernement. Laval développa des rapports très étroits avec Otto Abetz, ambassadeur Allemand en France. Jouant de son image de «francophile», ce dernier le persuade un peu plus, tout à fait à tort, que le Führer est prêt à tendre la main au vaincu et à réserver à la France une place privilégiée dans l'Europe nazie.

Le 22 octobre 1940, la rencontre de Montoire avait été longuement préparée par la rencontre du ministre des affaires étrangères Français Pierre Laval avec l'ambassadeur d'Allemagne Otto Abetz, ainsi qu'avec Hitler quelques jours auparavant au même endroit, devant poser les bases d'un dialogue entre la puissance occupante et le gouvernement à Vichy. L'entrevue de Montoire eut lieu le 24 octobre 1940 entre le maréchal Pétain et Adolf Hitler dans la gare de Montoire-sur-le-Loir, Loir-et-Cher.



La poignée de main entre Philippe Pétain et Adolf Hitler le 24 octobre 1940 à Montoire. À l'arrière plan, le Dr. Schmidt, interprète de Hitler et sur la droite, von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères.

Un mois plus tard, lors d'une autre réunion avec Hermann Göring, Laval suggère une alliance militaire avec l'Allemagne nazie, et fait dresser des plans pour une reconquête commune du Tchad, passé aux gaullistes sous l'impulsion de son gouverneur, Félix Eboué. Il multiplie par ailleurs les gestes de bonne volonté, sans contrepartie aucune ni demandée ni

obtenue. Ainsi, il livre à l'Allemagne l'or de la Banque nationale de Belgique, confié par Bruxelles à la France.

Il lui cède les participations Françaises dans les mines de cuivre de Bor (Serbie), les plus importantes d'Europe à produire ce métal hautement stratégique. Il envisage le retour du gouvernement à Paris, où il serait plus étroitement sous regard Allemand. De juillet à décembre 1940, Laval mène une politique de collaboration active, avec le projet d'alliance avec l'Allemagne nazie évoqué ci-dessus. Des membres du gouvernement se sont inquiétés au sujet de cette alliance. Mais surtout, Laval agit trop indépendamment au goût de Pétain, jaloux de son autorité, et son impopularité auprès de la masse des Français risque à terme de rejallir sur le régime.

Enfin, c'est le dernier parlementaire à siéger encore au gouvernement, et il déplaît aux tenants de la Révolution nationale comme vestige de la République honnie. Le 13 décembre 1940, Philippe Pétain limoge brusquement Laval, et le remplace par Flandin puis par Darlan, lequel poursuit d'ailleurs sans grand changement la politique de collaboration et renforce le caractère autoritaire du régime. Laval est brièvement arrêté, mais Otto Abetz intervient pour le libérer et l'emmène à Paris, où il vivra désormais sous la protection de l'armée Allemande. Ce limogeage n'empêche pas Pierre Laval de continuer à participer à la vie publique et politique. Le 27 août 1941, alors qu'il passait en revue le premier contingent de la Légion des Volontaires Français, LVF, sous uniforme nazi sur le point de partir pour participer à l'opération Barbarossa, Laval est victime d'un attentat à Versailles.

La cérémonie organisée à la caserne Borgnis-Desbordes, avenue de Paris, réunissait Eugène Deloncle, président du Comité central de la Légion des volontaires Français, Marcel Déat, fondateur du Rassemblement national populaire (RNP), Fernand de Brinon, délégué général du gouvernement Français dans les territoires occupés, Marc Chevallier, préfet de Seine-et-Oise et le ministre plénipotentiaire Allemand Schleier. L'auteur des cinq coups de feu est un jeune ouvrier de 21 ans, Paul Collette, ancien membre des Croix-de-feu.

Le 17 avril 1942, toujours sous la pression Allemande, Laval, qui a recouvré la santé, est nommé chef du gouvernement du régime à Vichy par le maréchal Philippe Pétain. Il déclare publiquement qu'il croit en la victoire définitive de l'Allemagne nazie et renforce encore la politique de collaboration avec l'occupant. Laval n'a jamais tenu aucun compte de l'impopularité de sa personne et du sentiment de collaboration auprès de la masse des Français, pas plus que des avertissements qui lui parvenaient de plus en plus de toutes parts. D'où, parmi tant d'autres témoignages, ce dialogue significatif avec le général Weygand, en novembre 1942, au moment où ce dernier doit quitter Vichy en raison de l'avancée des troupes allemandes dans la «zone libre» :

«Monsieur Laval, vous avez contre vous 95 % des Français. Dites plutôt 98 %, mais je ferai leur bonheur malgré eux».

Pierre Laval s'enferme ainsi sans retour dans une politique de collaboration de plus en plus coûteuse humainement et moralement pour la France, sans contrepartie. Il n'en varie pas, y compris en 1943-1944, alors que la défaite Allemande est pourtant devenue prévisible.

Laval et la persécution antisémite.

Le 27 mars 1942, trois semaines avant le retour de Laval au pouvoir, le premier convoi de déportés juifs en direction d'Auschwitz a lieu au départ de Drancy et Compiègne. Dannecker, chef de la Gestapo à Paris, prévoit la déportation dans un premier temps de tous les juifs adultes vivant

en France occupée ou non occupée. Il a besoin pour cela du concours des forces de police en zone occupée et de la collaboration du gouvernement à Vichy en zone non occupée. Début juillet, selon une notice conçue par son attaché Camille Gaspard, Pierre Laval propose de livrer les juifs étrangers vivant en zone non occupée **en y joignant leurs enfants, en échange de l'exemption collective des juifs de nationalité Française des deux zones.**

Ses responsabilités dans la rafle parisienne du Vel'd'Hiv' du 16-17 juillet 1942 et dans celle perpétrée le 26 août 1942 en zone sud sont accablantes. Sollicité de revenir sur sa décision d'inclure dans les convois les enfants de moins de 16 ans (initialement non demandés des Allemands), notamment par le pasteur Boegner, chef des protestants de France, Laval refuse, **«pas un seul de ces enfants ne doit rester en France»**. Le pasteur Boegner rapportera plus tard,

«Que pouvais-je obtenir d'un homme à qui les Allemands avaient fait croire, ou qui faisait semblant de croire, que les juifs emmenés de France allaient en Pologne du Sud pour y cultiver les terres de l'État juif que l'Allemagne affirmait vouloir constituer. Je lui parlais de massacre, il me répondait jardinage».

[9] Les accords de Matignon.

Le 7 juin 1936, à l'hôtel Matignon sont signés sous la Présidence du Conseil de Léon Blum, Front populaire, entre la Confédération générale de la production Française CGPF, la Confédération générale du travail CGT et l'État les accords de Matignon.

Alors que les grèves se sont étendues à tout le pays, Léon Blum a annoncé qu'il ne formerait pas le gouvernement avant la fin de la législature précédente. Pendant un mois, l'ancien gouvernement a expédié les affaires courantes. Sans attendre, Léon Blum présente un programme de réformes concrètes et plus avancées que le programme électoral. Il s'agit pour la première fois d'une négociation globale nationale. Ces discussions débouchent sur un certain nombre d'accords qui vont servir de cadre aux débats du Parlement.

Les mesures les plus importantes sont les hausses de salaires. Si elles se situent en moyenne autour de 10%, il est prévu une revalorisation particulière des très bas salaires, notamment ceux des femmes, des ouvriers les moins qualifiés. D'autre part, les salaires sont définis par des contrats collectifs. Deuxième grande question, la durée du travail. La réduction à 40 heures figurait dans le programme de la CGT, mais pas dans le programme du Front populaire. Elle est imposée par le mouvement social. Le gouvernement joue le rôle d'arbitre. Des négociations dures qui aboutissent cependant vite à des résultats substantiels.

La rencontre est importante dans l'histoire sociale, même si elle répond à un souci d'apaiser et de faire rentrer dans son lit le fleuve social qui déborde. Ce qui a le plus frappé les contemporains et le monde ouvrier, c'est sans doute la législation sur les congés payés qui, d'ailleurs, ne représentaient pas une revendication spontanée de la masse des travailleurs en grève.

Elle touchait à la dignité, à la transformation des conditions de vie des salariés qui dans leur masse n'avaient pas droit à des vacances payées, alors que d'autres catégories avaient pu l'obtenir dans le passé. Il faut ajouter l'institution de délégués ouvriers qui vont devenir des

interlocuteurs du patronat. Les conditions mêmes de l'élection des délégués, ouverte aux femmes et aux ouvriers étrangers, représentent un acquis démocratique et politique considérable.

À la suite de ces accords, les ouvriers obtiennent des contrats de travail,* les ouvriers, sans faire grève dans chaque usine, obtiennent des avantages pour toute la profession,

- les salaires sont augmentés de 7 à 15% (c'est l'inverse de la déflation les gens consomment, les usines tournent, le chômage baisse, «politique keynésienne que Sarkozy ne connaît pas»),
- les ouvriers obtiennent des délégués pour les défendre, on ne peut pas les licencier sans autorisation de l'inspecteur du travail. C'est la fin des «syndicats jaunes, de droite prolétarienne opposés aux syndicats rouges communistes ou socialiste», créés par le patronat. Les salariés obtiennent la liberté d'exercice du droit syndical,
- ils obtiennent enfin par les lois du 11 et 12 juin la création de conventions collectives, la semaine de 40 heures et 15 jours de congés payés (13 jours de vacances + 2 du week-end).

Les accords de Matignon permettent certes d'accomplir de grandes avancées sociales et symbolisent pour partie le Front Populaire, ces derniers ont toutefois été critiqués pour avoir imprimé une certaine marque aux rapports sociaux. En effet, les accords de Matignon signent une étatisation des rapports sociaux et instaure les conventions collectives par branche comme norme de négociations salariales.

[10] Roger Salengro.

Roger Salengro est surtout connu pour son engagement dans le front populaire au côté de Léon Blum et pour les attaques de la presse en raison de son action contre les ligues dans le projet de nationalisation des gazettes d'extrême droite. Il défend la cause ouvrière sans en tirer la reconnaissance qu'il aurait fallu.



Roger Henri Charles Salengro, est né le 30 mai 1890 à Lille et est mort le 18 novembre 1936, est un homme politique socialiste.

Étudiant à la faculté des Lettres de Lille, il adhère à la Section Française de l'Internationale Ouvrière, SFIO et fonde un groupe d'étudiants collectivistes. Militant fougueux, il n'hésite pas à porter la contradiction dans les réunions de droite. Le 2 août 1914, il est arrêté sur ordre du préfet du Nord, de même que tous les inscrits du département, contrairement aux instructions données par le ministre de l'Intérieur, Louis Malvy, de ne pas inquiéter les syndicalistes portés sur le «**carnet B**» pour avoir, pendant l'une de ses permissions, manifesté contre la loi des Trois Ans.

Libéré sur l'intervention de Gustave Delory conseiller général du canton de Lille-Sud-ouest, il rejoint son unité et participe aux combats d'Artois et de Champagne. Il est fait prisonnier le 7 octobre 1915. Revenu de la guerre affaibli par trois années de captivité, il se lance dans le journalisme et le militantisme. Il est alors l'un des principaux animateurs de la SFIO dans le Nord.

Il est élu conseiller municipal de Lille sur la liste Gustave Delory. Il devient secrétaire administratif de la Fédération. Il succède à Gustave Delory comme maire en 1925 et est réélu en 1929 et 1935.

Député socialiste de 1928 à 1936, il devient en 1936 ministre de l'Intérieur du Front Populaire de Léon Blum. C'est lui qui annonce la signature des accords de Matignon en juin 1936[1]. On lui doit aussi la loi sur la dissolution des ligues, le 18 juin 1936.

L'affaire Salengro.

Roger Salengro est, à l'été 1936, l'objet d'une campagne de presse infamante de la part de la presse d'extrême-droite.

Tout commence le 14 juillet 1936 lorsque le quotidien de Charles Maurras, L'Action Française, publie un article non signé s'indignant que Roger Salengro puisse s'incliner devant la tombe du soldat inconnu, puis se poursuit le 21 août 1936, avec la publication par le journal d'extrême-droite Gringoire d'un article qui pose la question «**Roger Salengro, ministre de l'Intérieur, a-t-il déserté le 7 octobre 1915**». L'Action Française reprend et renforce les attaques les jours suivants et ses articles sont repris par d'autres journaux. Roger Salengro oppose démenti sur démenti aux accusations, mais se voit chaque fois l'objet d'une nouvelle attaque.

La campagne de presse est relayée à la Chambre des députés par le chef de file de son opposition municipale à Lille, Henri Becquart, à partir du 14 juillet 1936. Salengro ayant été coursier à vélo pendant la guerre, ses adversaires le caricaturent à l'envi sous l'aspect d'un cycliste. Il est surnommé «le rétro-pédaleur», et les «accusations» implicites d'homosexualité se veulent blessantes. On dépose même sur la tombe de sa défunte femme Léonie morte en 1935, en guise de couronne mortuaire, une roue de vélo. Bien que l'accusation de désertion ait été reconnue comme infondée des années auparavant, le soldat Salengro ayant en fait été capturé par l'ennemi, la polémique enfle durant l'été dans un pays encore marqué par la guerre contre l'Allemagne.

«Or, les faits sont :

Le 7 octobre 1915, il apprend que le sergent Demailly, un de ses amis, a été tué la veille. Il décide d'aller chercher son corps derrière les lignes Allemandes par fidélité à une promesse. Son chef de section l'y autorise sous l'oeil admiratif de ses camarades. Mais il ne revient pas. Tué? Disparu? Déserté? Prisonnier de guerre, il transite par divers camps avant d'être condamné par un Conseil de guerre à deux ans d'internement en Prusse-Orientale pour avoir refusé de travailler au service de la machine de guerre Allemande. Cette captivité éprouvante atteint durablement sa santé au point qu'il ne pèse que 42 kilos à sa libération, en 1918, après un séjour médical en Suisse».

La Chambre des députés, par un vote du 13 novembre 1936, par 427 voix sur 530, soutient Roger Salengro contre les accusations de l'extrême-droite. Mais Gringoire, par la plume d'Henri Béraud, ridiculise aussitôt le ministre en le surnommant du sobriquet de «propregros».

L'opinion publique, influencée par ces attaques à répétitions, ne retient que le soupçon.

Son suicide.

Ne supportant plus les calomnies, le ministre de l'Intérieur, fragilisé, décide de mettre fin à ses jours. En pleine inspection à Lille, sa ville natale, le 17 novembre 1936, Salengro rentre chez lui dans la soirée. Seul dans son appartement, il ouvre le robinet de la gazinière, laisse ouvert sur la table deux exemplaires du Gringoire, ainsi que deux lettres, l'une adressée à Léon Blum et l'autre à son frère. Salengro meurt dans les minutes qui suivent. Il écrit,

«S'ils n'ont pas réussi à me déshonorer, du moins porteront-ils la responsabilité de ma mort».

Le jour de ses obsèques, à Lille, «Blum y fait un de ses plus beaux discours », en accusant les journaux d'opposition de sa mort, **«et la France célèbre un socialiste populaire, modeste et têtu, à l'image des héros de cet âge d'or de la gauche».**

Plus d'un million deux cent mille personnes assistent aux obsèques du ministre, ce qui en fait les plus grandes funérailles nationales depuis celles de Victor Hugo.

Roger Salengro est enterré au cimetière de l'Est à Lille.

De 1936 à 1940 peu d'informations sont parues sur la Franc-maçonnerie en métropole, dans les obédiences le climat était contre la guerre et l'on portait les espoirs sur la société des nations pour résoudre le conflit qui s'annonçait.